NATIONS UNIES

A

Assemblée générale

PROVISOIRE

A/47/PV.5
28 septembre 1992

FRANCAIS

Quarante-septième session

ASSEMBLEE GENERALE

PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 5e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le lundi 21 septembre 1992, à 15 heures

Président :	M. GANEV	(Bulgarie)
puis :	M. ROGERS (Vice-Président)	(Belize)
puis :	M. GANEV (Président)	(Bulgarie)
puis :	M. ROGERS (Vice-Président)	(Belize)
puis :	Mme BONGO (Vice-Présidente)	(Gabon)

Déclaration du Président

/...

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Bureau des services de conférence, Bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

92-61192 0912L (F)

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Allocution de S. E. M. Cesar Gaviria Trujillo, Président de la République de Colombie

Allocution de S. E. M. Alija Izetbegovic, Président de la République de Bosnie-Herzégovine

Débat général [9] (suite)

Déclaration de :

Mme de St. Jorre (Seychelles)

Allocution de S. E. Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre du Royaume de Norvège

Déclarations de :

M. Velayati (République islamique d'Iran)
M. Vayrynen (Finlande)
M. Di Tella (Argentine)
M. Nginga (Angola)
M. Shamuyarira (Zimbabwe)

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

La séance est ouverte à 15 h 25.

DECLARATION DU PRESIDENT

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais une fois de plus appeler l'attention des membres sur le document A/47/456 qui contient une lettre que m'a adressée le Président du Conseil de sécurité. J'appelle également votre attention sur le document A/47/L.1 qui contient un projet de résolution intitulé "Recommandation du Conseil de sécurité en date du 19 septembre 1992". Ces textes sont distribués au titre du point 8 de l'ordre du jour intitulé "Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux". A ce propos, l'Assemblée générale examinera le point 8 de l'ordre du jour demain soir, au cours d'une séance qui commencera à 21 heures.

ALLOCUTION DE S. E. M. CESAR GAVIRIA TRUJILLO, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE COLOMBIE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration du Président de la République de Colombie.

S. E. M. Cesar Gaviria Trujillo, Président de la République de Colombie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Président de la République de Colombie, S. E. M. Cesar Gaviria Trujillo, et de l'inviter à s'adresser à l'Assemblée générale.

Le Président CESAR GAVIRIA TRUJILLO (interprétation de l'espagnol) : Avant tout, je tiens à souhaiter chaleureusement la bienvenue aux nouveaux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. La Colombie tient à être l'alliée de tous ceux qui luttent pour consolider la démocratie.

Je voudrais également féliciter le Président de son élection à la tête de cette assemblée et rendre hommage au Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, pour la manière dont il dirige l'Organisation des Nations Unies et pour l'efficacité avec laquelle il s'efforce de faire de l'ONU le théâtre de la paix, du développement et du progrès de l'humanité.

Je dois admettre devant vous tous que je m'adresse à cette Assemblée générale animé d'un profond sentiment de tristesse. En ce moment même, des milliers de personnes sans défense sont victimes de la guerre contre la Bosnie-Herzégovine, et en Somalie des milliers de personnes sont en train de mourir de faim.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Gaviria Trujillo

Je forme des voeux pour que cette nouvelle session de l'Assemblée générale des Nations Unies permette de faire un pas décisif en avant dans le règlement des conflits mondiaux.

Parmi les tendances qui, sans doute, nourrissent les espoirs pour l'avenir de l'humanité, il convient de relever le rôle décisif que l'Organisation des Nations Unies a acquis comme catalyseur du nouvel ordre du jour mondial. Mais l'Organisation a encore bon nombre de traits dont elle a hérité des temps de "la guerre froide". Il est nécessaire d'aborder sa réforme avec prudence et avec patience, mais avec la certitude que les mécanismes de décision des Nations Unies devront être plus démocratiques, plus équilibrés, plus représentatifs et plus efficaces. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra renforcer le rôle à venir de l'ONU. L'"Agenda pour la paix" présenté par le Secrétaire général est certainement un guide qui devrait permettre de réaliser ces objectifs.

Dans le passé, lorsque le monde était divisé en deux pôles irréconciliables, il était pratiquement impossible de parvenir à des accords, même sur les idées les plus simples. Maintenant, les conditions existent pour que les organisations multilatérales deviennent les acteurs principaux du nouvel ordre international.

Mais là encore, il est nécessaire de lancer un appel à la prudence. Les problèmes clefs du nouvel ordre du jour mondial ne peuvent être résolus sans la participation active des pays en développement. Ce nouveau rôle principal que nous sommes appelés à jouer dans la gestion de l'ordre du jour international doit être reconnu par les pays industrialisés si nous voulons un rapprochement multilatéral viable fondé sur la collaboration mutuelle.

En même temps, les pays industrialisés ne peuvent continuer à appliquer le multilatéralisme de manière sélective. De même, les pays développés devront renoncer à la pratique qui fait des organismes multilatéraux de simples instruments pour justifier leurs décisions unilatérales. C'est une morale qui peut s'interpréter de deux manières et qui peut mettre en danger le succès des solutions multilatérales.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Gaviria Trujillo

Il y a 500 ans, le courage de Christophe Colomb a permis que deux mondes séparés par la crainte et l'ignorance se rapprochent. Grâce à cet exploit, la planète est devenue une seule et même planète, ouvrant à l'humanité des horizons insoupçonnés de progrès et de bien-être.

Il y a plusieurs décennies, la guerre froide a de nouveau partagé le monde en deux. Les hommes n'étaient plus alors séparés en continents isolés et méconnus, mais en blocs antagonistes divisés par un immense océan de méfiance et de haine. Aujourd'hui où nous célébrons précisément le cinq centième anniversaire de la découverte, l'humanité a une nouvelle fois la possibilité de forger une authentique communauté mondiale.

La joie des peuples libérés dansant sur les murs abattus est malheureusement passagère. L'éveil de la démocratie en Europe et en Amérique a montré qu'il ne suffisait pas de mettre en déroute la dictature pour retrouver la liberté véritable. La tyrannie de la pauvreté, de la drogue, du terrorisme, des guerres fratricides, de la stagnation et de la démocratie de papier reste une menace inéluctable pour la paix, la sécurité et le bien-être. Peut-être les choses paraissaient-elles plus faciles quand nous pensions n'avoir qu'un seul ennemi, que ce fût le communisme ou le militarisme. Aujourd'hui, les maux véritables de l'humanité sont plus évidents.

Même s'il y a de bonnes raisons d'être optimistes quant à l'avenir, nous ne pouvons cependant pas être soulevés d'enthousiasme et penser que toutes les difficultés ont été surmontées. Nous devons affronter notre nouvel ordre du jour avec la même détermination que nous avons mise à combattre la guerre froide.

La voie conduisant à un nouvel ordre international est hérissée de paradoxes déconcertants. Tandis que les pays en développement s'acheminent avec enthousiasme vers le libre-échange et ses bienfaits, les pays industrialisés se cramponnent à des barrières protectionnistes, imposant de nouvelles formes de restrictions commerciales. Et ces tendances s'affirment au moment même où les pays industrialisés annoncent joyeusement aux quatre vents le triomphe du marché libre.

Si l'économie mondiale retombe dans les ornières du protectionnisme, les chances de créer un nouvel ordre international fondé sur des principes démocratiques en matière de politique, et sur la liberté individuelle en

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Gaviria Trujillo

matière économique, ne feront que s'amenuiser. Sans l'accès aux marchés, on ne parviendra pas aux niveaux de développement économique indispensables pour éliminer la pauvreté et créer un climat de paix mondiale. S'opposer au retour du protectionnisme constitue l'une des contributions majeures à la paix et au progrès de l'humanité.

Il est également paradoxal que lorsque les événements annoncent l'avènement d'une nouvelle ère de solidarité internationale apparaissent les symptômes d'un isolement croissant. Les pays industrialisés se concentrent de plus en plus sur leurs affaires intérieures, éludant leur responsabilité de concourir à la paix et au progrès de la communauté mondiale.

Un monde où des millions d'êtres humains vivent dans la pauvreté et sans l'espoir d'un avenir meilleur ne peut s'offrir le luxe de l'égoïsme. Les pays les plus riches ne peuvent tourner le dos à ces masses et annoncer que tous les problèmes de l'humanité seront résolus par la main invisible des forces du marché. Aujourd'hui plus que jamais la solidarité est indispensable.

Lorsque l'Est et l'Ouest portaient l'affrontement jusque dans les coins les plus reculés de la terre, les pays en développement recevaient les pires dividendes du conflit. Par le passé, les ressources externes ne manquaient jamais pour alimenter l'euphorie de la guerre. Maintenant que les armes se sont tues, l'aide internationale pour la démocratie et pour soulager la pauvreté se fait rare. Quand il faudrait tant de générosité mais qu'on n'a pour tout argument que la solidarité pour la prodiguer, les mains se referment et on tourne le dos.

Le Sommet de la Terre représente sans aucun doute un jalon dans l'histoire de la humanité. Rio de Janeiro marque le commencement du long chemin qu'il faudra parcourir pour concilier l'homme et la nature. Malheureusement, il persiste encore dans les pays industrialisés des tendances dangereuses qui entravent la coopération internationale en matière d'environnement. C'est le cas par exemple des barrières et des conditions écologiques que l'on impose unilatéralement à nos pays. Ce n'est pas là une bonne politique. Elle pourrait conduire à une situation inacceptable où le Nord progresse et pollue et où le Sud est maintenu dans la pauvreté pour limiter l'impact écologique des destructions causées par les pays industrialisés. Cette nouvelle forme de protectionnisme écologique est une source de conflit qu'il faudra endiguer.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Gaviria Trujillo

Je sais très bien que lorsque la Colombie est mentionnée dans les grandes capitales du monde, on pense immédiatement au trafic des stupéfiants. Malheureusement, s'il en est ainsi c'est parce que mon peuple a dû mener, armé de son seul courage, une lutte inégale, solitaire et héroïque contre les criminels les plus puissants et les plus pervers que l'humanité ait jamais connus.

La Colombie est victime de l'appétit insatiable de drogue qui existe dans le monde. Les balles qui, il y a trois jours seulement, ont tué la courageuse juge colombienne Myriam Rocío Vélez ont été achetées avec l'argent des consommateurs de cocaïne. Les pots-de-vin qui corrompent les agents de l'ordre public et les autorités pénitentiaires proviennent de la bourse des drogués des grandes capitales du monde. La dynamite des voitures piégées qui tuent des citoyens innocents dans les rues de Colombie est achetée grâce aux ressources fournies par ceux qui jugent inoffensif et innocent leur vice insatiable.

Nous sommes plus tristes encore lorsque nous voyons que ceux qui montrent du doigt un peuple courageux qui a consenti tant de sacrifices sont ceux-là mêmes qui, confrontés à la consommation de drogue, au blanchiment des dollars, au trafic d'armes, à l'exportation illégale de précurseurs chimiques ou aux réseaux de distribution de drogue dans les rues et dans les villes, n'hésitent pas à regarder dans l'autre direction.

La Colombie a bien sûr perdu des batailles et subi des coups très durs, comme par exemple l'évasion d'un groupe de narcotrafiquants notoires d'une prison. En dépit de ce regrettable incident, nous pouvons dire avec fierté qu'il n'est pas de pays au monde qui lutte avec autant de détermination et de succès contre le fléau de la drogue.

La trahison de quelques fonctionnaires corrompus qui ont troqué leur dignité contre une poignée de dollars ne peut éclipser les sacrifices de milliers de Colombiens qui luttent pour défendre la démocratie et l'humanité. Que l'on me comprenne bien : si Pablo Escobar a pu s'échapper d'une prison, il ne pourra échapper à la ferme volonté des Colombiens de faire justice. Je suis convaincu que, fidèle à sa détermination légendaire, la Colombie réussira à se libérer à tout jamais du spectre de la violence et du crime.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Gaviria Trujillo

Malheureusement, le trafic de la drogue est un crime international qui menace l'humanité aux quatre coins de la planète. Il ne suffit pas que les Colombiens soient courageux et victorieux. Aujourd'hui, les délinquants sont en Colombie; demain on les rencontrera dans d'autres pays frères. Aujourd'hui, ils se concentrent sur la cocaïne; demain ils chercheront de nouveaux marchés lucratifs comme celui de l'héroïne. Aujourd'hui, ils s'enrichissent grâce à la demande aux Etats-Unis; demain ils s'enrichiront avec l'argent des Européens et des Japonais. Ces mutations, ces ajustements, nous sommes en train de les vivre.

Le trafic de la drogue est un monstre à mille têtes; en couper quelques-unes seulement ne suffit pas. Pour éliminer à jamais ce fléau, il convient de décider d'une action collective, internationale et multilatérale, d'une lutte sur tous les fronts.

Il y a deux ans, ici même, j'ai lancé un appel pour que nous travaillions tous ensemble contre le trafic de la drogue. Aujourd'hui, il faut donc nous demander ce que nous avons accompli dans l'intervalle.

Il y a deux ans, les cartels de la drogue semblaient invincibles, susceptibles même de détruire la démocratie en Colombie, d'imposer le règne de la terreur et de la violence. Aujourd'hui, la majorité de ces ennemis de la société sont morts ou en prison.

Il y a deux ans, d'un geste accusateur, le monde industrialisé désignait comme responsables du problème les pays victimes de la production et du trafic de la drogue. Aujourd'hui, on sait que les consommateurs de drogue sont eux aussi à l'origine du problème et qu'ils ne peuvent éluder leur responsabilité.

Il y a deux ans, les milieux financiers internationaux acceptaient les capitaux les plus obscurs, sans s'interroger sur leur origine. Aujourd'hui, nous commençons à voir un changement d'attitude.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Gaviria Trujillo

Il y a deux ans, le trafic de la drogue prenait des proportions incontrôlables. Aujourd'hui, d'un bout à l'autre de l'hémisphère occidental, l'interdiction de la drogue a atteint des niveaux sans précédent.

Il y a deux ans, l'épidémie de consommation de drogue semblait impossible à contenir. Aujourd'hui, nous sommes convaincus que la demande de drogue peut être contrôlée si on y consacre les ressources économiques nécessaires.

Il y a deux ans, personne ne reconnaissait les liens étroits existant entre la pauvreté, l'absence de débouchés économiques et l'essor du trafic des narcotiques. Aujourd'hui, nous savons que le développement alternatif, les débouchés commerciaux et l'aide économique sont nécessaires pour régler le problème de la drogue.

Mais tous ces progrès, aussi réels soient-ils, ne suffisent pas. Le trafic des narcotiques s'ajuste aux efforts de la société pour l'éliminer. Les organisations criminelles, non seulement en Colombie mais à peu près partout dans le monde, se sont lancées dans ce commerce illégal. Alors que la consommation diminue aux Etats-Unis, le marché de la drogue s'accroît en Europe et en Asie.

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons renforcer la coopération internationale dans notre lutte contre cet ennemi de l'humanité. Aujourd'hui plus que jamais, il nous faut une vision de l'avenir qui guide nos efforts et garantisse à nos peuples que le problème peut être surmonté.

Voilà pourquoi je lance aujourd'hui un défi à la communauté internationale. Je vous invite à vous joindre à moi pour établir des objectifs clairs et des engagements concrets afin que nous sachions tous où nous voulons aller et quand nous voulons y parvenir. De cette façon, nous pourrons donner une orientation aux décisions politiques pour mobiliser les ressources nécessaires.

Voilà aussi pourquoi je propose que les Nations Unies définissent des buts globaux, régionaux et nationaux pour contrôler le problème de la drogue. Nous devons nous engager à réduire l'offre et la demande de drogues d'au moins 50 % d'ici à l'an 2000, de 70 % d'ici à l'an 2005, afin de libérer à jamais l'humanité du fléau de la drogue avant l'an 2010.

La Colombie s'engage dès maintenant, devant la communauté internationale, à accomplir ces objectifs sur son territoire. Nous nous proposons d'aborder

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Gaviria Trujillo

le prochain siècle en ayant contrôlé le trafic des armes, la vente et la distribution des produits chimiques précurseurs de même que les activités de blanchiment de l'argent.

Libérer l'humanité du fléau de la drogue nécessite un plan d'action globale. Voilà pourquoi j'invite l'Assemblée générale à convoquer une conférence des Nations Unies portant sur le problème des drogues illégales, qui permettrait de parvenir à des engagements et à des programmes rendant possible l'élimination complète du trafic des narcotiques au cours des 15 prochaines années.

Il ne fait aucun doute que la consolidation de l'important réseau de liens et de contacts des organisations criminelles internationales a été beaucoup plus rapide que la capacité du système judiciaire de poursuivre les responsables. Les juges italiens Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, la juge colombienne Myriam Rocío Vélez et bien d'autres qui ont sacrifié leur vie à la lutte contre le crime organisé international faisaient face à des ennemis puissants. Les lois et mécanismes existants n'ont pas suffi.

Le courage individuel de ces héros de la justice ne peut suffire. Il ne peut y avoir de frontières ou de barrières si nous voulons que ceux qui ont décidé de s'unir dans le mal soient poursuivis sur toute la planète. La justice doit être universelle et elle doit travailler en collaboration aussi étroite, dans tous les pays, que le font les organisations criminelles internationales. Mafia, cartel, camorra et yakuza ne sont que des noms différents pour décrire une même réalité. L'heure est venue de considérer le crime organisé comme un crime international.

Comme je l'ai dit dans mon discours d'investiture, il est indispensable de créer une juridiction criminelle internationale contre le trafic des narcotiques, le blanchiment de l'argent et l'exportation illégale des précurseurs chimiques. Peu importe l'endroit où vivent les coupables ou celui où ils purgent leur peine, pourvu que les tribunaux de toutes les nations puissent, volontairement, avoir recours à un tribunal international où ces crimes nombreux et graves pourront être jugés de façon sécuritaire et avec toutes les preuves disponibles à travers le monde. Il est temps que les Nations Unies s'engagent et qu'elles abordent cette question avec sérieux.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Gaviria Trujillo

De plus, nous devons améliorer les instruments actuellement à notre disposition pour la coopération judiciaire entre les pays. Voilà pourquoi nous aimerions voir la création d'une convention des Nations Unies sur la coopération judiciaire pour ces crimes, qui faciliterait le transfert et l'échange de preuves, l'homologation des preuves et des pièces à conviction, et réduirait les procédures bureaucratiques et les obstacles juridiques à l'action coordonnée de la justice de divers pays.

Nous aimerions également voir une participation réelle de la Communauté européenne, du Japon et d'autres pays de l'Asie aux accords et engagements de Cartagena et de San Antonio. Les pays participants s'étaient alors entendus sur des stratégies communes à tous les niveaux dans la lutte antidrogue. Cet effort a déjà donné des résultats, mais le moment est venu d'élargir cette coopération pour englober le reste de la communauté mondiale.

Enfin, je crois que l'expérience acquise en Colombie au cours de toutes ces années de lutte difficile contre le trafic de la drogue a donné à nos autorités une certaine expérience pouvant être sans aucun doute de grande valeur pour de nombreux pays qui commencent à ressentir les conséquences de la diffusion du trafic de la drogue à l'échelle mondiale. Voilà pourquoi la Colombie a décidé de créer un centre international destiné à la lutte contre le trafic des narcotiques; ceci nous permettra de mettre à la disposition de la communauté internationale ce que nous avons appris au prix de tant de sacrifices. J'invite les Nations Unies et tous ses Etats Membres à contribuer et à participer à ce projet.

Je sais que, bientôt, soutenu par le courage de mes compatriotes et leur décision de lutter, par la bravoure des juges colombiens, par la grandeur du peuple de mon pays, nous n'aurons plus à parler de sujets tels que la violence et le trafic des narcotiques dans l'enceinte des Nations Unies. Les guerres ne sont pas éternelles et je ne me souviens pas d'un seul criminel qui ait pu résister à la pression de la volonté d'un peuple entier. Et si mon appel, aujourd'hui, est entendu, ces organisations criminelles seront moins en mesure de résister à la volonté solidaire de la communauté internationale.

Peut-être, alors, que prochainement, quand nous laisserons derrière nous la nuit obscure du trafic de la drogue, le monde verra-t-il l'autre visage, plus amical, de mon pays et découvrira-t-il ce que nous sommes vraiment :

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Gaviria Trujillo

nous sommes la démocracie la plus solide et la plus ancienne de la région. Nous sommes l'économie la plus dynamique de l'Amérique latine. Notre pays a connu une croissance de près de 4 % par année au cours des trois dernières décennies. Notre gestion de l'économie, prudente et sérieuse, nous a fait éviter les problèmes liés à l'endettement élevé, l'hyperinflation, la stagnation et le chômage.

Lorsque quelqu'un vient dans mon pays, rencontre mon peuple et ne voit pas toutes les horreurs qui sont parfois décrites dans la presse, il devient notre compatriote. Il apprend qu'être Colombien est une forme de fierté, une forme de persévérance insoupçonnée, une des formes du génie. Il sait aussi qu'il n'est pas besoin d'être né dans ce pays pour être Colombien pour la vie.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Colombie pour l'allocution qu'il vient de prononcer.

S. E. M. Cesar Gaviria Trujillo, Président de la Colombie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

ALLOCUTION DE S. E. M. ALIJA IZETBEGOVIC, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE BOSNIE-HERZEGOVINE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Bosnie-Herzégovine.

S. E. M. Alija Izetbegovic, Président de la République de Bosnie-Herzégovine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Président de la République de Bosnie-Herzégovine, S. E. M. Alija Izetbegovic, et de l'inviter à prendre la parole.

Le Président IZETBEGOVIC (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi d'abord d'exprimer ma sincère gratitude à S. E. M. Samir Shihabi pour la compétence avec laquelle il a dirigé les travaux de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale. J'ai aussi le grand plaisir de féliciter S. E. M. Stoyan Ganev pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale pour sa quarante-septième session et de lui souhaiter un mandat fructueux.

Je veux également que vous sachiez que nous, le peuple de Bosnie-Herzégovine, sommes profondément reconnaissants à l'ONU pour tous ses efforts en vue d'instaurer la paix et pour l'aide humanitaire apportée dans des conditions très difficiles. Les troupes courageuses de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU), grâce au ferme rôle dirigeant joué par le Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali, méritent une reconnaissance et une gratitude particulières.

Comme tous le savent, je viens d'un pays victime d'une agression barbare.

Mais je dois souligner que je suis venu ici aujourd'hui non pas pour parler de la guerre, mais pour offrir la paix.

C'est une offre provenant d'une nation issue de la coexistence ethnique plutôt que de l'épuration ethnique.

C'est une offre en faveur d'une Bosnie-Herzégovine multiculturelle et multireligieuse dans laquelle régneront la démocratie et la tolérance.

Ce n'est pas une offre pour un Etat unitaire ou idéologique, comme certains aimeraient vous le faire croire.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Izetbegovic

D'aucuns ont dit que les tueries et la destruction ont suscité tellement de haine que les peuples de mon pays ne pourront plus vivre ensemble dans la paix.

Je vous affirme que mon pays a une tradition séculaire de tolérance et de coexistence entre ses peuples.

Il y a à peine une semaine hier, j'ai célébré, avec des musulmans, des Croates et d'autres groupes, le cinq centième anniversaire de la première implantation juive en Bosnie-Herzégovine.

Parce que des musulmans, des Croates, des Serbes, des Juifs et d'autres ont vécu ensemble en Bosnie-Herzégovine durant des siècles, pratiquement toutes nos villes ont une population mixte - certaines davantage que d'autres.

Il n'est donc pas possible de tracer des frontières à l'intérieur de notre république pour délimiter des régions ethniquement pures. Il n'est pas possible de tracer des frontières dans nos villes pour délimiter des rues ou des quartiers ethniquement purs.

Je vous affirme que nous, le peuple de Bosnie-Herzégovine, pouvons vivre ensemble et que nous devons vivre ensemble, malgré ce qui est survenu, à condition que l'égalité, la justice et la liberté soient garanties pour tous.

Ces dernières années, les peuples de nombreux pays ont choisi la démocratie comme le meilleur moyen pour garantir leurs droits, assurer leur liberté religieuse et politique, favoriser la coopération et le progrès mutuel, jouir des fruits de leur labeur et obtenir le plus grand bien pour le plus grand nombre.

Leurs efforts ont changé le monde : ils ont ouvert des portes là où se trouvait auparavant un rideau de fer.

Cette soif de démocratie a provoqué l'écroulement de l'ancien ordre mondial et la naissance d'un autre.

Et nous aussi, le peuple de Bosnie-Herzégovine, avons adopté le gouvernement démocratique comme moyen d'assurer le bien-être mutuel, indépendamment de l'appartenance ethnique, religieuse ou autre.

Par conséquent, nous nous sommes efforcés de constituer un gouvernement qui représente tous les peuples de Bosnie-Herzégovine d'une manière égale et juste.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Izetbegovic

Je propose une commission constitutionnelle pour la Bosnie-Herzégovine qui comprenne une représentation interethnique et interreligieuse. La commission oeuvrera avec un groupe de spécialistes internationaux pour élaborer un règlement constitutionnel au conflit en Bosnie-Herzégovine propre à protéger les droits de tous les citoyens. Nous prévoyons que ce règlement inclura les éléments suivants :

Premièrement, un Etat reposant sur les principes de la démocratie, les droits individuels, la tolérance, les libertés religieuses et culturelles et une économie de marché.

Deuxièmement, un cadre constitutionnel et administratif analogue à celui des Etats démocratiques modernes.

Troisièmement, un Etat décentralisé organisé selon les principes de la démocratie parlementaire civile.

Et quatrièmement, un cadre législatif, exécutif et judiciaire unique pour tout le territoire de la République, avec une administration décentralisée dans toutes les régions.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Izetbegovic

Nous envisageons la République de Bosnie-Herzégovine sous la forme de régions administratives et territoriales, qui doivent être constituées en fonction de critères économiques, culturels, historiques et ethniques.

Nous pensons qu'il ne serait pas pratique et qu'il serait scandaleux de créer des régions administratives et territoriales sur une base exclusivement ethnique. En outre, cela est impossible, car nous sommes un pays mélangé et hétérogène sur le plan ethnique : un tableau de Jackson Pollack qui vit et respire.

A tous les niveaux, l'Administration respectera l'égalité de droits de tous les peuples de Bosnie-Herzégovine. L'Administration reposera sur le principe de la parité de représentation entre les trois nations qui composent le pays.

La branche législative, l'Assemblée, sera composée de deux chambres, la Chambre des peuples, composée de représentants des trois peuples les plus importants de Bosnie-Herzégovine, qui reposera sur la parité ethnique, et la Chambre des citoyens, qui reposera sur la représentation proportionnelle. Tous les représentants seront élus au moyen d'élections libres et ouvertes.

La Chambre des peuples et la présidence prendront par consensus les décisions clefs, notamment toutes les décisions qui ont une incidence directe sur l'égalité des nations qui composent le pays.

La Bosnie-Herzégovine cherchera à établir de bonnes relations avec tous les Etats voisins, de même qu'avec les autres Etats, sur la base du respect mutuel et de la coopération.

Je vous ai parlé de mon offre de paix. Je voudrais maintenant vous parler de l'offre faite par le Gouvernement de Belgrade et ses mandataires en Bosnie-Herzégovine. Par leurs actes et leurs déclarations, ils ont fait une offre qu'il faut que toutes les nations du monde comprennent bien. Leur offre repose sur une conception tout à fait différente de la Bosnie-Herzégovine, une conception sans rapport avec la démocratie, mais malheureusement courante dans l'histoire : la conception d'un peuple divisé, hostile et sans égalité.

Premièrement, ils proposent l'épuration ethnique, c'est-à-dire l'extermination ou l'élimination de personnes sur la base de distinctions ethniques, nationales ou religieuses.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Izetbegovic

Deuxièmement, ils proposent une division brutale de la République selon des frontières ethniques fallacieuses créées par la force et la guerre. Ils disent que le peuple de Bosnie-Herzégovine ne peut vivre dans un seul Etat. Mais la seule preuve qu'ils apportent est la fausse preuve qu'ils ont fabriquée par leur propre agression. Partout dans le monde, l'on voit des peuples divers vivre ensemble. Parmi les nations représentées ici, combien sont-elles à être ethiquement pures? Regardez vers l'ouest depuis ce bâtiment et imaginez l'application de la conception de Belgrade, par exemple, aux Etats-Unis. Imaginez des murs de Berlin se dressant dans tous les quartiers américains, séparant les Français, les Russes, les Américains d'origine africaine, les Italiens, les Juifs, les Espagnols, les Japonais, les Polonais, les Coréens, les Irlandais et tant d'autres, jusqu'à ce que chacun se trouve dans un quartier ethniquement pur, séparé par des barbelés, des gardes armés et des postes de contrôle.

Enfin, ils proposent une Serbie en expansion. Nous savons que ce sera une Serbie où l'on refusera les libertés fondamentales à ceux qui ne sont pas Serbes.

Leur offre mène à une insécurité sans fin, à des conflits sans fin, à des souffrances sans fin.

La question est donc de savoir laquelle de ces offres le monde va accepter aujourd'hui. Si vous acceptez notre offre de paix, d'égalité et de justice, et si vous rejetez l'offre de malheur et de division faite par Belgrade et ses mandataires en Bosnie-Herzégovine, je vous demande de faire trois choses :

Premièrement, devant toute l'Assemblée générale, je vous demande, à vous, membres du Conseil de sécurité, de mettre en oeuvre et de faire pleinement respecter les résolutions du Conseil de sécurité existantes et les principes et engagements de la Conférence de Londres.

Nous avons, quant à nous, respecté l'accord sur la confiance, sur l'édification de la sécurité et sur la vérification de la Conférence de Londres, mais les agresseurs ne l'ont pas fait. Contrairement à leurs engagements, voici ce que les agresseurs ont fait :

Ils n'ont pas placé tous leurs mortiers et toutes leurs armes lourdes sous surveillance internationale; ils n'ont pas cessé leurs attaques militaires aériennes; ils n'ont pas fermé les camps de concentration; ils

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Izetbegovic

n'ont pas permis aux réfugiés de rentrer dans leurs foyers; ils n'ont pas permis l'acheminement de secours; et ils n'ont pas mis un terme à l'"épuration ethnique".

Toutes ces promesses non tenues prouvent que le nécessaire pas suivant en direction de la paix doit consister à mettre en oeuvre et à faire respecter les mesures prises. Elles montrent, par exemple, que l'interdiction de survoler la Bosnie-Herzégovine est essentielle pour faire cesser la destruction massive qu'entraînent les attaques aériennes. Il faut mettre en place immédiatement une zone interdite au survol et la faire respecter.

La mise en oeuvre et le respect des mesures prises sont absolument indispensables pour que la session de Genève de la Conférence de Londres ait des chances de succès.

Deuxièmement, je vous demande de mettre en place un tribunal international pour les crimes de guerre, qui coopérerait étroitement avec la Conférence de Genève. Il est indispensable que nous enquêtions sur ceux qui sont responsables de crimes de guerre pour les poursuivre et les châtier. Nous n'aurons pas de paix véritable tant que les criminels n'auront pas été punis et les plaies cicatrisées. Exonérez les innocents et réconciliez notre peuple.

Troisièmement, notre pays a été pillé et démoli. Sa base économique a été détruite. Je saisis cette occasion pour demander la création d'un fonds international pour la reconstruction et le développement de la Bosnie-Herzégovine. Compte tenu de l'étendue énorme de la destruction, il est nécessaire que la communauté mondiale nous aide à franchir le premier pas nous permettant d'émerger des ruines.

Enfin, si le Conseil de sécurité ne peut mettre en oeuvre et faire pleinement respecter ses résolutions et si la Conférence de Londres ne peut mettre en oeuvre ses principes et accords, je demande à la communauté mondiale de nous permettre de nous défendre nous-mêmes.

J'ai présenté une conception d'un Etat séculier et démocratique, d'un Etat décentralisé et d'une société multiethnique fondée sur la coexistence pacifique et la tolérance. Malheureusement, l'offre de paix que j'ai présentée n'aura plus de sens si l'Organisation ne vient pas résolument à notre défense ou bien ne nous permet pas pleinement d'exercer notre droit à

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Izetbegovic

l'autodéfense. La communauté internationale ne peut pas à la fois esquiver son engagement de nous défendre et annuler nos moyens d'autodéfense. Il est désormais clair que personne n'est venu résolument à notre aide. Nous devons avoir le droit à l'autodéfense sans entrave.

L'Article 51 de la Charte nous donne ce droit absolu. L'actuel embargo sur les armes nous lie les mains à un moment où notre pays est en voie d'être étranglé. Il nous prive du seul moyen d'autodéfense efficace. De ce fait, il aide l'agresseur.

L'embargo sur les armes imposé à la Bosnie-Herzégovine doit être levé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la République de Bosnie-Herzégovine de la déclaration qu'il vient de faire.

S. E. M. Alija Izetbegovic, Président de la République de Bosnie-Herzégovine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

---

* M. Rogers (Belize), Vice-Président, assume la présidence.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

Mme de St. JORRE (Seychelles) : Qu'il me soit permis, pour commencer, de féliciter M. Ganev à l'occasion de son élection à la présidence de l'Assemblée générale pour cette session.

Il y a tout juste un an les représentants des Nations Unies, dans cette même salle, osaient encore croire qu'une ère nouvelle de paix, de coopération, d'entente, était en train de s'instaurer. L'on voyait se profiler à l'horizon un "nouvel ordre", dans lequel chacun se reconnaîtrait, dans lequel toutes les nations, grandes comme petites, auraient leur part égale de responsabilités et d'obligations, dans le respect mutuel. Et l'on y croyait. L'on y croyait vraiment, car l'heure était à l'optimisme. Ainsi, le retrait des troupes iraquiennes du Koweït n'avait-il pas marqué le triomphe de la légitimité? Et puis, les confrontations entre les blocs étant révolues, l'heure étant au dialogue, les antagonismes idéologigues n'étaient-ils pas dépassés?

Or, aujourd'hui, le monde connaît à nouveau des bouleversements, des ruptures. Nous assistons à l'implosion des Etats. Des peuples sombrent dans la faim, la misère, la pauvreté. Nous y assistons, comme à un spectacle macabre, impuissants, alors que nous sommes, ou devrions être les acteurs du changement.

Le sujet est grave, qui soutiendra le contraire? Les idées nobles, les sentiments élevés, les vues chaleureuses ne suffisent pas au bien-être de l'humanité. Peut-être devrais-je ajouter : ne suffisent plus. A défaut d'être pertinente, cette constatation rappelle une évidence et devrait servir de postulat à nos travaux. Nous ne pouvons lui opposer que l'intérêt général, pour que notre destin exprime notre volonté.

Le monde change et, pour maîtriser cette évolution, nous construisons le nouvel ordre. Volontaire, cette construction s'appuie sur le respect des nations, sur une logique de partenariat, sur l'interdépendance. Or, qui prétendra que le nouvel ordre international n'a pas des allures de colosse aux pieds d'argile? Sur quel monde un tel système va-t-il se calquer?

Plus de 4 milliards d'êtres humains vivent dans des pays pauvres. Alors que les nations riches, soit environ 15 % de la population du monde, contrôlent plus de 80 % du revenu mondial, environ 60 % de l'humanité vit dans

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Mme de St. Jorre (Seychelles)

les pays "à revenu faible", et une masse de plus de 3 milliards d'êtres humains ne dispose que de 5 % du revenu total. Avec une population de plus de 450 millions d'âmes, l'Afrique subsaharienne dispose de moins de 1 % du revenu mondial.

Peut-on accepter l'exclusion de ces millions d'êtres humains? Comme si l'histoire avait enregistré l'une de ces accélérations qui bousculent les modes de pensée et plongent les consciences dans la perplexité. Comme si la fragilité était devenue le maître-mot de l'aventure humaine.

Non! Au moment où nous sommes tous engagés dans la construction de ce nouvel ordre, une solidarité renforcée s'impose plus que jamais. Car la pauvreté n'est pas une fatalité, ni une tare génétique. L'enjeu est de taille. Il se situe bien au-delà des réponses immédiates et ponctuelles. Il s'agit ni plus ni moins de modifier en profondeur l'attitude et le comportement du monde industrialisé face à l'enlisement chronique de nombreux pays du Sud. Et pour ce faire, il ne peut y avoir deux poids deux mesures, une tolérance tacite à l'égard de certains et de vagues promesses à l'égard des autres. Avons-nous le droit, aujourd'hui, de dénoncer la corruption, les abus, les manquements, répandus dans bon nombre de pays en voie de développement, alors que ces mêmes pratiques étaient, il n'y a guère longtemps, tolérées, voire encouragées par certains? Pouvons-nous nous réjouir des changements survenus - j'entends par là la démocratisation des institutions - alors que dans de nombreux cas ils s'accompagnent du chaos et de la souffrance?

Or, il ne faudrait pas pour autant minimiser la contribution que la communauté internationale est en droit d'attendre de chaque pays, considéré comme acteur de son propre développement. A chacun en particulier de mettre en place des institutions et des procédures compatibles avec les droits et les obligations qui s'imposent désormais à tous, indépendamment du niveau de développement atteint.

Mais que penser, que dire de ces tensions qui s'exaspèrent, entre le Nord, industrialisé, certain de son bon droit, et le Sud, qui s'appauvrit plus encore, se débat dans ses contradictions et cherche, maladroitement parfois, de nouvelles allégeances? Quelle part de sincérité entre dans les conseils prodigués dans les options suggérées, dans les orientations données?

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Mme de St. Jorre (Seychelles)

Et ne nous trouvons-nous pas en situation de diktat lorsqu'on nous tient les propos suivants : "Adoptez des réformes, démocratisez vos institutions, allez de l'avant dans le sens d'une libéralisation de votre économie. Alors, alors seulement, on vous aidera." Quel pays en voie de développement, soucieux de s'engager dans un processus évolutif, n'a pas été le destinataire d'un pareil message? Combien peu, sans aménagements, ont pu adopter de nouvelles lignes de gouvernement, réalistes et fécondes? Car il n'y a pas de modèle unique, transposable à l'infini. Car il n'y a pas de modèle absolu, vérifiable universellement. Et c'est au nom de principes et d'expériences, trop souvent généralisés à la hâte, dans le cadre de programmes d'ouverture économique et de démocratisation, que des échecs cuisants ont été obtenus. La dette a-t-elle été allégée pour autant? La recette à l'exportation des produits de base du tiers monde a-t-elle augmenté? A l'évidence, un chiffre parle pour tous les autres : celui de l'aide allouée par les pays riches aux pays défavorisés. Il serait logique qu'il indiquât l'importance accordée par les bailleurs de fonds aux projets de développement qu'ils sont supposés épauler. Mais les montants s'avèrent rarement à la hauteur des ambitions énoncées. Force est de l'admettre.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Mme de St. Jorre (Seychelles)

Attendrait-on, par hasard, et en particulier des petits pays, qu'ils génèrent sur d'autres bases les ressources nécessaires à leur propre développement? L'envisager reviendrait à faire l'impasse sur une réalité économique faite d'interactions et d'interdépendances lourdes à gérer. Ce qui, définitivement, ne peut se concevoir du seul fait de ces petits pays.

Sollicitant des concours financiers, des expertises, des transferts de technologie, nous cherchons d'abord à encourager la solidarité internationale, sans exclusivité d'aucune sorte, et dans une perspective aussi large que possible.

N'est-ce pas là la grande leçon de Rio malgré les défaillances, malgré les imperfections du discours politique, que d'avoir remis en mémoire, à ceux qui étaient tentés de l'oublier, qu'aujourd'hui tout est planétaire, pour le meilleur et pour le pire, comme dans un mariage, où la raison l'emporterait sur le coeur?

Or, en dépit de l'urgence de réactions adéquates, quatre mois après la Conférence de Rio, de nouveau l'on déplore l'inertie du discours politique, la complaisance des déclarations d'intentions et le manque de persévérance dans le suivi des décisions.

Le droit à l'erreur n'est inscrit dans aucune constitution. Et pourtant. La famine, la guerre et les désastres écologiques, pour ne citer que trois maux parmi les pires, ne sont-ils pas de monumentales erreurs?

Le silence en précise la paternité.

Il ne s'agit pas, ici, de relativiser. Il ne s'agit pas non plus de dénoncer. Il s'agit de s'entendre sur ce que nous pouvons faire.

Ensemble!*

ALLOCUTION DE S. E. Mme GRO HARLEM BRUNDTLAND, PREMIER MINISTRE DU ROYAUME DE NORVEGE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Royaume de Norvège.

S. E. Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre du Royaume de Norvège, est escortée à la tribune.

---

* Le Président assume la présidence.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue au Premier Ministre du Royaume de Norvège, S. E. Mme Gro Harlem Brundtland, et de l'inviter à s'adresser à l'Assemblée générale.

Mme BRUNDTLAND (Norvège) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est un grand plaisir pour moi, en un moment aussi important dans l'histoire des Nations Unies, de vous féliciter de votre élection à ces hautes fonctions. Je tiens également à saluer les nouveaux et nombreux Membres qui, ces derniers mois, ont été admis à notre organisation. Nous vous souhaitons à tous la bienvenue et espérons coopérer étroitement avec vous dans nos efforts pour consolider les Nations Unies.

Nombreux parmi nous avaient souhaité voir s'instaurer un ordre nouveau et plus équitable à la suite des changements profonds que nous avons connus ces dernières années. Malheureusement, tel n'a pas été le cas. Les conflits tragiques en Bosnie-Herzégovine et en Somalie témoignent des défis qui nous sont lancés et qui, à bien des égards, sont comparables. Des problèmes ethniques, religieux, sociaux et économiques sous-jacents ont été "gelés" pendant la période de la guerre froide. Plutôt que de s'y attaquer de façon constructive, on les a oblitérés. Les traditions démocratiques n'ont pas pu se développer. Des dirigeants ont exploité l'absence de traditions démocratiques, en invoquant des intérêts ethniques étroits, voire des intérêts de clan. Les conséquences désastreuses de cette mentalité nous sont présentées quotidiennement sur nos écrans de télévision. En Somalie, la crise politique est accentuée par une pauvreté extrême et la dégradation de l'environnement.

Nous devons condamner vigoureusement les cruautés indicibles perpétrées en Bosnie-Herzégovine et dans d'autres régions de l'ancienne Yougoslavie. Nous ne pouvons accepter ni ne reconnaîtrons toutes tentatives visant à modifier par la force des frontières internationales. Les parties doivent comprendre qu'elles ne peuvent atteindre leurs objectifs par la force armée. Je prie instamment les parties au conflit de cesser immédiatement le combat. L'"épuration ethnique" dans l'ancienne Yougoslavie est une violation inacceptable du droit international. Un terme doit y être mis. Un tribunal international doit être constitué afin de châtier tous ceux qui sont responsables des crimes de guerre actuellement commis. Tous les camps de

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Mme Brundtland (Norvège)

détention et les prisons doivent être immédiatement fermés, et les prisonniers doivent pouvoir regagner librement leurs foyers sans autres obstacles.

Un respect scrupuleux des sanctions décrétées par le Conseil de sécurité est essentiel pour exercer le maximum de pression sur les parties intéressées. L'ancienne Yougoslavie n'existant plus, la Serbie et le Monténégro doivent présenter leur candidature aux Nations Unies, avec d'autres nouveaux Etats. Nous devons tous appuyer fermement et sans équivoque l'Accord de Londres et le processus de Genève. Toutes les parties au conflit doivent maintenant honorer leurs engagements. La Force de protection des Nations Unies, à laquelle nous sommes fiers de participer, accomplit un travail remarquable dans des conditions extrêmement difficiles, en particulier en Bosnie. Nous devons tous rester unis derrière les Nations Unies et nous abstenir de toute mesure qui ne pourrait que prolonger le conflit.

Notre première priorité doit être de soulager les souffrances endurées par les populations civiles grâce à la fourniture d'une aide humanitaire. Un grand nombre de vies humaines dépendront de la façon dont les Nations Unies assureront la protection des fournitures humanitaires et contrôleront l'armement lourd. Je condamne catégoriquement les attaques perpétrées lâchement contre les forces des Nations Unies qui participent à des opérations d'aide humanitaire autour de Sarajevo. Ceux qui se rendent coupables de tels crimes doivent être trouvés et traduits en justice.

Il est désormais d'une extrême importance d'empêcher que le conflit en Bosnie-Herzégovine ne s'étende à la région des Balkans. Nous devons envisager tous les moyens possibles et appuyer les mesures déjà entrées en vigueur. La décision prise récemment par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe d'envoyer des équipes d'observateurs au Kosovo, à Sandzak et Vojvodine représente une mesure importante.

Nous sommes profondément attristés par cette guerre tragique, mais nous ne devons pas perdre espoir. Il nous faut aider les populations de l'ancienne Yougoslavie à s'accepter, à se respecter et à arriver à nouveau à un accord afin de réaliser la paix par la réconciliation. Nous devons encourager les forces de la modération et de la bonne volonté, faire en sorte que toutes les parties participent au processus d'édification de la paix. Nous devons agir avec justice - et, si cela s'avère nécessaire, avec force.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Mme Brundtland (Norvège)

En Somalie, les Nations Unies doivent accorder la plus haute priorité à la fourniture de nourriture et de médicaments en quantité suffisante à la population qui connaît la famine. Ceci constituera un test important pour notre capacité collective de répondre rapidement à des catastrophes naturelles et provoquées par l'homme. La Somalie a besoin également d'aide pour trouver des solutions politiques à ses problèmes internes et - tout aussi important - pour édifier son économie sur des bases plus durables. La Norvège appuie la présence de forces de maintien de la paix dans ce pays déchiré par la guerre, et nous sommes disposés à prendre part à une telle opération.

Le temps pour apporter des changements pacifiques en Afrique du Sud commence à se faire court. Nous condamnons les récentes tueries de gens innocents et demandons au Gouvernement sud-africain de modérer la police et l'armée dans l'ensemble de l'Afrique du Sud, y compris dans les "homelands". Nous sommes convaincus que cela peut être obtenu, à condition que le Gouvernement le désire réellement.

Nous prions instamment le Gouvernement sud-africain de faire droit aux demandes raisonnables de l'ANC, de façon que les négociations puissent être reprises afin d'élaborer le cadre pour l'adoption d'une nouvelle constitution et d'établir un gouvernement intérimaire. La Norvège est prête à y contribuer dans la pratique en envoyant des observateurs pour surveiller la violence et faciliter le processus de négociation en Afrique du Sud. Nous maintiendrons notre boycottage économique tant que nous ne verrons pas de réels progrès dans les négociations.

Toutes ces crises et tous ces conflits démontrent la nécessité de disposer à l'échelle internationale de mécanismes plus efficaces de prévention et de gestion des crises.

La fin de la guerre froide a ouvert une brèche pour de nouvelles occasions permettant aux Nations Unies de se montrer à la hauteur des nobles objectifs de la Charte. C'est là une occasion que nous devons saisir. Le rapport du Secrétaire général "Agenda pour la paix" (A/47/277) est un bon point de départ pour discuter sérieusement de la façon de réaliser ces buts.

Il nous faut étudier plus à fond les circonstances dans lesquelles les Nations Unies devraient passer véritablement à l'action, sans pour autant perdre de vue nos obligations au titre de la Charte.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Mme Brundtland (Norvège)

Il est essentiel de partager les charges en ce qui concerne le maintien de la paix. Tous les pays ont le devoir d'y participer, y compris ceux qui, jusqu'à présent, pour diverses raisons, s'en sont abstenus.

Quelque 35 000 Norvégiens, hommes et femmes, ont participé au total à 16 opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Nous sommes disposés à intensifier nos efforts dans ce domaine. Mais nos efforts collectifs doivent aller au-delà du maintien de la paix traditionnel, dans des domaines tels que le rapatriement des réfugiés, l'aide à l'organisation d'élections, la surveillance des droits de l'homme. Cette notion s'est révélée couronnée de succès en Namibie et est maintenant mise à l'essai au Cambodge. Comme mesure en vue d'améliorer notre capacité de lancer des opérations plus vastes de ce genre, nous avons proposé de créer un institut spécial des Nations Unies pour l'éducation et la formation dans les activités de maintien de la paix et activités connexes.

. ne saurait y avoir de paix durable dans le monde aussi longtemps qu'une large part de l'humanité vivra dans la misère et le désespoir. Maintenir la paix et la sécurité internationales est une responsabilité primordiale pour les Nations Unies, tout comme la promotion du progrès économique et social et du respect des droits de l'homme.

Nous devons nous opposer catégoriquement à toute tendance de méconnaître les défis fondamentaux que pose la division Nord-Sud qui se perpétue. Autrement, l'avenir même de notre planète est en danger.

En dépit des progrès économiques et sociaux remarquables dans de nombreux pays en développement, les inégalités persistent. Selon le plus récent rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement, les 20 % les plus riches de la population du monde reçoivent 83 % du total du revenu mondial, alors que les 20 % les plus pauvres n'en touchent que 1,4 %. Nous ne pouvons permettre la persistance de ces inégalités.

Le continent africain a été frappé de façon particulièrement dure par le déclin économique, et un effort international concerté est nécessaire pour inverser cette situation malheureuse.

Pour sortir des impasses au développement, des contributions accrues de la part des pays industrialisés seront nécessaires, sous la forme d'un

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

meilleur accès au marché pour les pays en développement, de plus d'investissements, d'une aide accrue au développement et d'un allégement de la dette pour les pays les plus pauvres.

Mais le rythme lent de la croissance économique et le haut niveau de chômage dans la plupart des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques réduisent la demande de produits des pays en développement. Les perspectives sont incertaines et il reste encore beaucoup à faire dans le cadre de l'Uruguay Round, ce qui ajoute encore à cette incertitude. Les capitaux nécessaires sont énormes, la concurrence pour les obtenir est féroce. Les pays en développement sont les perdants.

L'instabilité monétaire et financière actuelle fait peser de graves risques sur les pays et les particuliers. Il nous faut imposer la stabilité et empêcher la spéculation qui pourraient mettre en danger les économies nationales. Il n'existe pas d'autre possibilité qu'une coordination efficace des politiques monétaires et financières. Mais celle-ci ne peut réussir qu'à condition d'être accompagnée d'objectifs sociaux, d'une distribution équitable et d'efforts publics en vue de créer des emplois. En fait, la plupart des problèmes économiques que nous connaissons sont liés à l'absence de coordination, à la rivalité et aux attitudes de laisser-faire des pays industrialisés.

Les pays en développement sont toujours, en dernière analyse, les perdants. Leur meilleure ligne de défense est de pratiquer une politique de réforme en vue de mobiliser leurs populations, les éduquer et diversifier leurs économies. L'on ne saurait s'attendre à voir le développement s'accélérer sans une bonne gestion, la démocratie, le respect des droits de l'homme, une réduction des dépenses militaires et une amélioration des systèmes de redistribution, avec une insistance accrue dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Soulager la pauvreté du monde est une nécessité, si l'on veut réduire l'accroissement rapide de la population dans de nombreuses régions du monde. Au rythme actuel, la population mondiale double tous les 40 ans et pourrait bien se situer entre 8 et 14 milliards vers le milieu du siècle prochain. C'est une question de vie ou de mort sur la terre et pour l'humanité que de se maintenir aux niveaux les plus bas de cette échelle.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Mme Brundtland (Norvège)

Nous devons traiter de la croissance de la population par une approche intégrée des droits de l'homme, y compris par l'éducation et le renforcement du statut de la femme, l'amélioration de la santé publique et la planification de la famille.

Face à ces graves défis, c'est un triste paradoxe que de constater que l'aide au développement et les flux restent stationnaires, à un niveau inférieur à la moitié de l'objectif de 0,7 % du produit national brut (PNB) prôné par les Nations Unies. L'aide officielle au développement de la Norvège dépasse 1 % de notre PNB depuis plus de 10 ans, ce qui reflète notre profond attachement à la lutte contre la pauvreté.

A la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement, il est apparu clairement que nous allions vers une crise d'une ampleur incontrôlable, à moins que nous ne modifions notre politique. Le Nord, de même que les riches dans le Sud, auront à changer leurs structures de consommation et de production.

Les nations en développement sont venues au Sommet de Rio avec des exigences économiques évidentes. Et cela se comprend : pour eux, la conférence portait essentiellement sur le développement et la justice.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Mme Brundtland (Norvège)

A Rio, nous avons réalisé des progrès dans de nombreux domaines, mais trop peu dans la plupart d'entre eux, et aucun dans certains autres. Nous avons ouvert à la signature deux conventions importantes. Il faut absolument que nous les rendions plus efficaces. Elles n'accompliront rien à moins que tous les grands pays ne les signent, les ratifient et les mettent en oeuvre.

En outre, Rio a permis de voir clairement que les défis constitués par des menaces écologiques et par la pauvreté s'entrecroisaient, étaient à long terme, prévisibles et inévitables à moins que nous ne créions un ordre mondial qui permette un partage des charges, des interprétations et des attributions communes.

Des décisions essentielles restent donc à prendre. Les conférences internationales traditionnelles gérées par consensus ne peuvent progresser qu'au rythme du plus récalcitrant dans chaque domaine particulier. L'avenir exige des procédures de prise de décisions plus énergiques. Il ne nous en faudra pas moins pour nous sauver. Je me félicite de la création d'une commission de haut niveau sur le développement durable et j'escompte qu'elle deviendra efficace dans le cadre d'une revitalisation des responsabilités économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies. Nous avons proposé la création d'une telle commission et nous comptons participer activement à ses travaux.

Le défi d'un développement économique et social exige une approche plus unifiée et une orientation plus forte à l'intérieur du système des Nations Unies. Au cours des années, le nombre d'institutions, de programmes et de conseils s'est multiplié, mais avec une coopération interinstitutionnelle insuffisante. Il ne peut continuer d'en être ainsi. Nous devons rationaliser notre organisation pour éviter les chevauchements et améliorer son efficacité.

Les pays nordiques se sont attaqués à ces défis par le biais du Projet nordique présenté dans le cadre des Nations Unies. Bien que nous ayons déjà accompli quelque progrès, nous devons poursuivre nos efforts au cours de la présente session de l'Assemblée générale.

Etant donné que l'on se tourne maintenant de plus en plus vers l'Organisation des Nations Unies, nous devons souligner l'importance d'un financement sain et prévisible. Etant le huitième parmi les Etats qui versent

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Mme Brundtland (Norvège)

les contributions les plus élevées au système des Nations Unies en termes absolus, et de loin celui qui verse la contribution la plus importante par habitant, il nous est extrêmement difficile de comprendre pourquoi tant de pays ne respectent pas leurs obligations.

Il est pour le moins décevant de lire dans le rapport du Secrétaire général que :

"Les crises perpétuelles, l'absence de réserves, et l'incertitude concernant l'avenir immédiat sont les principales caractéristiques de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies."

(A/47/1, par. 46)

Juste avant cette phrase, le Secrétaire général souligne que les contributions mises en recouvrement non acquittées s'élèvent à quelque 900 millions de dollars, auxquels s'ajoutent les contributions non acquittées au titre des opérations de maintien de la paix qui s'élèvent à quelque 844 millions de dollars.

C'est là une situation véritablement indigne. Nous devons accentuer notre discipline financière. Les membres permanents du Conseil de sécurité ont une responsabilité particulière à cet égard. Il faut se poser la question de savoir si les pays devraient être autorisés à être élus membres du Conseil de sécurité s'ils n'ont pas payé leur contribution.*

Nous devons être prêts à fournir au Secrétaire général et à son personnel les moyens nécessaires pour promouvoir la paix et pour mener la guerre contre la dégradation de l'environnement et le sous-développement.

Notre ration quotidienne d'actualités imprimées et électroniques brosse le tableau d'un monde qui a besoin d'une meilleure gestion et de davantage de coordination. Nos formes actuelles de coopération, mises au point dans un monde moins interdépendant, sont encore trop faibles et ne soutiendront sans doute pas l'épreuve du temps. Nous ne devons pas prétendre qu'elles en sont capables.

---

* M. Rogers (Belize), Vice-Président, assume la présidence.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Premier Ministre du Royaume de Norvège pour la déclaration qu'elle vient de faire.

S. E. Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre du Royaume de Norvège, est escortée de la tribune.

M. VELAYATI (République islamique d'Iran) (parle en persan; interprétation d'après un texte anglais fourni par la délégation) : D'emblée, je tiens à vous féliciter très sincèrement, Monsieur le Président, à l'occasion de votre élection bien méritée à la présidence de l'Assemblée générale pour sa quarante-septième session et à exprimer la reconnaissance et l'appréciation de ma délégation à l'égard des efforts constructifs du Président de l'Assemblée pendant la quarante-sixième session. Nous espérons sincèrement que l'Assemblée générale, profitant de votre précieuse expérience et de vos talents de diplomate, jouera un rôle significatif dans le nouvel environnement international. Je vous assure du plein concours de ma délégation dans ce but.

Je saisis aussi cette occasion pour présenter mes chaleureuses félicitations aux nouveaux Membres qui se sont joints à nous au sein des Nations Unies depuis la dernière session de l'Assemblée générale, dont la plupart sont voisins de la République islamique d'Iran. C'est, certes, une source de grande joie et de satisfaction pour moi-même et pour ma délégation que de voir enfin le siège de l'Afghanistan occupé à l'Assemblée par les représentants du gouvernement légitime de ce pays.

La présente session s'ouvre à un moment où, dans le sillage de la guerre froide, des événements tumultueux se déroulent sans cesse sur la scène internationale, mettant la communauté internationale face à des opportunités comme à des défis. A l'époque de la guerre froide, la course globale aux armements, l'armement d'Etats clients et l'encouragement aux guerres régionales sapaient l'énergie et les capacités des pays, particulièrement dans le tiers monde, affaiblissant ainsi leurs efforts en vue de relever le défi posé par des problèmes chroniques et endémiques tels que la pauvreté, la faim, l'analphabétisme, la toxicomanie et le trafic des stupéfiants, le sous-développement et la pollution de l'environnement.

L'effondrement du monde bipolaire a fourni à l'humanité une occasion propice d'aborder sérieusement ces problèmes. Il a aussi mis en lumière de nouvelles menaces pour la paix et la sécurité internationales, telles que les

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Velayati (République islamique d'Iran)

nouveaux moyens d'expansion et de renforcement de la domination et de l'hégémonie, un élargissement de l'écart entre le Nord et le Sud et l'éclatement de différends et de conflits ethniques et raciaux.

En raison des transformations qui continuent de se produire dans les domaines géographique, économique, militaire et culturel, le monde se trouve aujourd'hui dans un état vulnérable de fluctuation et, aussi longtemps qu'une stabilité fiable n'aura pas fait son apparition, la manière dont les grandes puissances envisagent l'Organisation des Nations Unies et celle dont l'Organisation envisage les questions et les problèmes internationaux resteront extrêmement délicates et significatives.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Velayati (République islamique d'Iran)

Les Nations Unies, en tant que seul organe universel, devraient contribuer à la solution des problèmes mondiaux importants sans avoir recours à un opportunisme politique à court terme. Elles devraient le faire sur la base de la justice et du respect de la dignité humaine, des valeurs humaines les plus nobles et selon des règles du droit international. La sélectivité transformerait certainement l'Organisation en un outil qui légitimiserait les actions des Etats Membres puissants. Cela représente le défi le plus formidable lancé à l'intégrité de l'Organisation, sa crédibilité et sa pertinence.

Dans ce contexte, quelques exemples clairs suffiront : tout d'abord, le traitement des crises internationales en utilisant le principe de deux poids, deux mesures sur la base des intérêts politiques des puissants, comme cela s'est manifesté, d'une part, au Conseil de sécurité en ce qui concerne l'agression de l'Iraq contre le Koweït, et d'autre part, en ce qui concerne l'agression du régime sioniste qui date depuis plusieurs décennies; deuxièmement, la non-application de certaines mesures pour des raisons d'opportunisme politique et la non-utilisation des instruments qui existent pour régler certaines crises, comme le prouve l'attitude timide du Conseil de sécurité à l'égard de l'agression flagrante de la Serbie contre la République de Bosnie-Herzégovine; troisièmement, l'indifférence ou la négligence totale à l'égard de certaines situations volatiles et tragiques, telles celles de la Somalie et du Libéria, qui, en dépit de ramifications régionales déséquilibrantes évidentes, ne semblent pas avoir une incidence directe sur les intérêts des puissances extérieures; quatrièmement, la manipulation des idéaux humains qui nous sont chers dans le domaine des droits de l'homme pour des motifs politiques à courte vue.

Sans aucun doute, une approche équitable, objective et non sélective des questions et des crises internationales par les Nations Unies nous aiderait à nous assurer que l'Organisation peut jouer un rôle efficace à l'avenir et, loin des trafics d'influence des grandes puissances, la placer dans une position unique qui leur permettrait d'agir en tant que centre de coopération internationale concertée.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Velayati (République islamique d'Iran)

A ce stade, je dois exprimer à M. Boutros Boutros-Ghali notre reconnaissance pour les efforts qu'il déploie pour rendre l'Organisation plus efficace et pour renforcer son rôle dans la solution des problèmes internationaux chroniques ou nouveaux. La République islamique d'Iran a étudié avec soin et avec un vif intérêt le rapport du Secrétaire général en date du 17 juin 1992 qui s'intitule "Agenda pour la paix". Nous estimons que le rapport traite d'une vaste gamme de questions théoriques et pratiques, des questions de nature très délicate et qui méritent l'examen minutieux et approfondi de l'Assemblée générale.

Il incombe à l'Assemblée générale, en tant que seul organe universel des Nations Unies, de formuler et d'adopter le programme des travaux futurs de l'Organisation. Une telle tâche, entreprise dans le cadre de la Charte et basée sur le plein respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des Etats Membres de même que sur la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, contribuera certainement au perfectionnement des idées et des suggestions formulées dans le rapport du Secrétaire général, et cela l'aidera à s'acquitter de ses devoirs. Ma délégation souhaite participer activement à un groupe de travail spécial de l'Assemblée générale sur cette question.

Parmi les questions les plus délicates traitées dans le rapport du Secrétaire général se trouve le rôle actif du Conseil de sécurité dans le nouvel environnement international. Le Conseil de sécurité, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, porte la responsabilité première du maintien de la paix et de la sécurité internationales; mais en s'acquittant des ses responsabilités, le Conseil n'a pas une autorité illimitée. Par définition, il doit accorder ses décisions et ses actions aux principes et aux objectifs de la Charte et du droit international. Un traitement discriminatoire des questions relevant de la paix et de la sécurité internationales, un dépassement de l'autorité statutaire et l'abus des privilèges accordés aux membres du Conseil - les membres permanents en particulier - sont parmi les pratiques qui ternissent l'image du Conseil et sapent son importance et sa crédibilité comme, en fin de compte, celle des Nations Unies. Une étude approfondie et solide et une élaboration de directives bien définies permettront au Conseil d'adopter une approche

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Velayati (République islamique d'Iran)

objective et non discriminatoire dans un cadre précis et avec un mandat précis, pour les questions diverses de paix et de sécurité internationales. Je dois souligner que la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales est une responsabilité qui a été confiée au Conseil de sécurité par la communauté internationale. En tant que tel, le Conseil, conformément à la Charte, est responsable devant cette communauté, qui est représentée par l'Assemblée générale.

Les exigences internationales actuelles rendent le renforcement des efforts globaux particulièrement nécessaire pour faciliter le processus général de désarmement et le contrôle des armements - en particulier l'élimination des armes de destruction massive. A cette fin, une réévaluation des doctrines militaires des grandes puissances en accord avec la nouvelle situation internationale, un changement des attitudes de domination, et le rejet du recours à la force en tant que moyen de promotion des objectifs politiques, constituent la condition préalable au succès de tout plan de désarmement et de contrôle des armements.

La préparation d'un projet de convention sur l'interdiction de la fabrication, de la mise au point, du stockage et de l'utilisation des armes chimiques représente un pas en avant dans l'histoire du contrôle des armements. Sans aucun doute, cette convention concrétise de nombreuses années de négociations difficiles, voire même lassantes, entre les membres de la Conférence du désarmement. En dépit de ce fait évident, la convention, d'une part, parce que la Conférence du désarmement agit sur la base du consensus et, d'autre part, à cause de la suprématie des exigences politiques s'étant manifestées tout au long de ce processus, et en particulier au cours des dernières étapes, ne peut être considérée comme un document qui reflète les vues et les positions de principe de tous les membres de la Conférence du désarmement. Cela est vrai en particulier en ce qui concerne la composition du conseil exécutif qui, à notre avis, manque d'équilibre et de proportions. En outre, pour que la convention sur les armes chimiques devienne universelle, les pays développés devront assurer le transfert de la technologie chimique, des matériels et des équipements à des fins pacifiques, et les restrictions discriminatoires unilatérales et spécifiques existantes devront être éliminées.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Velayati (République islamique d'Iran)

Dans le domaine de la non-prolifération des armes nucléaires, le Traité sur la non-prolifération peut en effet acquérir un caractère universel et jouer un rôle effectif et efficace dans la prévention de la prolifération verticale et horizontale des armes nucléaires, à condition que les Etats dotés d'armes nucléaires s'acquittent de leurs obligations au titre de l'article VI du Traité.

Il est tout à fait souhaitable que le millénaire prochain soit exempt d'armes nucléaires, mais la réalisation de cet objectif dépend de l'engagement de tous les Etats dotés d'armes nucléaires de détruire toutes les armes nucléaires existant sur leur territoire ou relevant de leur juridiction ou de leur contrôle; d'un nouvel engagement de la part de tous les Etats de s'abstenir d'acquérir ou de produire des armes nucléaires et d'accroître leurs stocks existants; et d'un engagement sincère de renforcer la coopération dans le domaine de la technologie pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Des efforts régionaux supplémentaires dans le domaine du contrôle des armements, un désarmement régional et la création de zones exemptes d'armes de destruction massive peuvent compléter les efforts internationaux visant l'interdiction de telles armes et peuvent contribuer à atténuer les préoccupations de la communauté internationale en ce qui concerne les conséquences dangereuses du stockage des armements au niveau régional.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Velayati (République islamique d'Iran)

Mon pays, qui a pris l'initiative de la proposition portant création d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient, est pleinement disposé à participer activement à toute initiative constructive et complète dans ce domaine. Il va sans dire, toutefois, que le succès d'initiatives concernant le contrôle des armements et le désarmement régional est tributaire d'un certain nombre de considérations dont il faut tenir compte, telles que les caractéristiques relatives à la politique ou à la sécurité d'une région donnée, la participation des pays régionaux à la définition des principes et des objectifs de l'initiative, les préoccupations des pays de la région devant les menaces à l'intérieur et à l'extérieur de la région, y compris les conséquences de la présence de forces étrangères.

Ce qui semble encore plus urgent et critique que le désarmement régional c'est la nécessité et le bien-fondé de rechercher une solution complète et véritable aux conflits régionaux, qui sont une source endémique et, semble-t-il, non maîtrisable de menace à la paix et à la sécurité internationales. Bien au-delà des crises régionales chroniques, la récente évolution de la situation internationale a entraîné un certain nombre de nouvelles crises dans diverses régions, accentuant davantage la nécessité d'un nouvel esprit de vigilance et d'efforts vigoureux de la communauté internationale pour faire face à ces menaces.

Dans ma brève évaluation des crises et conflits régionaux, je dois avant tout aborder ce qui est le plus près du coeur et de l'esprit du monde islamique : la Palestine. Le soulèvement légitime du peuple palestinien dans les territoires occupés, en tant que forme de résistance contre l'occupation, l'expansionnisme, les meurtres et les conditions de vie insupportables, est brutalement réprimé. Aux côtés des forces armées régulières, les colons sionistes armés se livrent chaque jour et de façon continue à des actes meurtriers et au pillage, y compris la confiscation de biens palestiniens. Outre la Palestine, des parties du territoire syrien et libanais restent sous occupation sioniste et des innocents sont tués ou enlevés régulièrement par ces forces dans le Sud-Liban.

La République islamique d'Iran demande à la communauté internationale de faire face aux mesures agressives et répressives des sionistes d'une manière réfléchie et constructive. La triste expérience des dernières décennies

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Velayati (République islamique d'Iran)

montre toutefois que la paix et la tranquillité ne peuvent être rétablies que par la lutte, le plein rétablissement des droits inaliénables du peuple palestinien et la création d'un Etat palestinien indépendant sur tout le territoire de la Palestine.

Une autre crise qui a mis en danger la sécurité régionale et internationale au cours de l'année écoulée a été la tragique situation dans la République de Bosnie-Herzégovine. Les crimes perpétrés contre le peuple de cette jeune et petite république n'ont guère eu de parallèle depuis la fin de la seconde guerre mondiale. L'agression contre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique d'un Membre des Nations Unies, de même que les tortures, les meurtres massifs, la politique de génocide et l'épuration ethnique qui sont exécutés de façon simultanée par la Serbie et ses agents serbes ultranationalistes dans le but de créer une "grande Serbie", ont semé une profonde consternation partout dans le monde et suscité la condamnation de la plupart des milieux. Néanmoins, la Serbie et ses agents continuent de bafouer de façon flagrante les décisions de la communauté internationale, ainsi qu'elles sont reflétées dans les nombreuses résolutions du Conseil de sécurité et la résolution 46/242 de l'Assemblée générale, poursuivant leurs crimes contre le peuple de Bosnie-Herzégovine, notamment la population musulmane, avec apparemment un sentiment d'immunité et d'impunité.

Il appartient donc au Conseil de sécurité d'adopter les mesures prévues à l'Article 42 de la Charte pour mettre un terme à l'agression et pour rétablir la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique et l'unité de la République de Bosnie-Herzégovine. La République islamique d'Iran, une fois de plus, souligne que la République de Bosnie-Herzégovine a le droit naturel de légitime défense conformément à l'Article 52 de la Charte, et nous espérons que le Conseil de sécurité réexaminera sa résolution relative à un embargo sur les armes contre la Yougoslavie afin de permettre à la République de Bosnie-Herzégovine d'exercer son droit naturel de légitime défense contre l'agression.

Qui plus est, je voudrais souligner qu'aux yeux d'une large majorité d'Etats Membres, y compris la République islamique d'Iran, la République fédérative socialiste de Yougoslavie n'existe plus et la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) n'a pas le droit d'occuper le siège de

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Velayati (République islamique d'Iran)

l'ancienne Yougoslavie dans les instances internationales. Nous sommes fermement convaincus que l'Assemblée devrait envoyer un message très clair et sans équivoque à Belgrade en excluant la Serbie et Monténégro de tous les organes des Nations Unies et en lui faisant savoir que, pour être Membre de l'Organisation, il devra se soumettre à tous les critères d'adhésion et devra agir en conséquence.

Deux autres crises se poursuivent dans le voisinage immédiat de la République islamique d'Iran et mon pays ne saurait rester indifférent, tant pour des considérations humanitaires et sous l'angle de la sécurité nationale. Exprimant sa satisfaction devant la victoire des moudjahidin musulmans d'Afghanistan et la création d'un Etat islamique, la République islamique d'Iran se félicite qu'aient cessé les effusions de sang fratricides dans le pays frère voisin. Mon pays accorde son appui au Gouvernement légitime d'Afghanistan, souligne que tous les pays doivent respecter l'impératif de non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan, et, une fois de plus, appelle l'attention de la communauté internationale sur les pressants besoins humanitaires du peuple afghan affligé par la guerre. De notre côté, nous avons fait des efforts dans ce sens et soulignons notre volonté de coopérer avec d'autres pays et les organisations internationales pour fournir des vivres, des médicaments et répondre à d'autres besoins essentiels, de même qu'à aider à la reconstruction de l'Afghanistan.

En ce qui concerne la région du Haut-Karabakh, la République islamique d'Iran a exprimé dès le début sa préoccupation devant la poursuite et l'étendue du conflit et a fait tous les efforts nécessaires pour mettre un terme au combat, ce qui a abouti au cessez-le-feu et au début des négociations entre la République azerbaïdjanaise et la République d'Arménie. Nous regrettons profondément que, vu la réticence de la communauté internationale, notamment celle du Conseil de sécurité, on ait laissé s'échapper l'occasion que représentait la situation propice qui existait alors et qui aurait pu être renforcée encore par l'envoi d'observateurs internationaux, alors que maintenant les effusions ont recommencé et se poursuivent. A notre avis, la crise du Karabakh ne pourra être résolue que par des négociations et sur la base du respect mutuel et de la non-ingérence de même que par le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des deux pays.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Velayati (République islamique d'Iran)

La République islamique d'Iran envisage ces deux crises et les efforts qui sont entrepris pour les résoudre dans le cadre de sa politique d'ensemble à l'égard des pays voisins, qui est fondée sur la promotion et la consolidation des relations de bon voisinage, une coopération économique, culturelle et scientifique accrue et le renforcement de la confiance régionale, car nous estimons que la sécurité dans notre région ne peut être assurée que par la coopération. Dès 1986, la République islamique d'Iran, sur la base de cette politique, a souligné l'importance de l'élaboration d'un accord de sécurité et de coopération régionales dans la région du golfe Persique. L'année dernière à l'Assemblée générale, j'ai énuméré les principes et les objectifs d'une telle coopération régionale, principes et objectifs qui continuent de régir notre attitude face à cette région stratégique. Les relations entre la République islamique d'Iran et les républiques nouvellement créées le long de nos frontières septentrionales reposent sur les mêmes principes, à savoir le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, l'inviolabilité des frontières internationales, le non-recours à la force dans le règlement des différends, la non-ingérence dans les affaires intérieures, le dialogue et la compréhension mutuelle.

La République islamique d'Iran est consciente que les nouvelles républiques de l'Asie centrale et du Caucase connaissent présentement les difficultés et les désordres qui accompagnent la création d'un Etat, l'établissement et la consolidation d'institutions démocratiques, la stabilisation et le développement économiques. En vue d'encourager au premier chef les relations de bon voisinage et d'accroître la confiance mutuelle entre les pays de la région, la République islamique d'Iran a pris l'initiative d'élargir ses liens bilatéraux et multilatéraux avec ces pays. Avec nos partenaires régionaux, la Turquie et le Pakistan, nous avons accueilli les Républiques d'Azerbaïdjan, du Turkménistan, du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan, du Kirghizistan et du Kazakhstan au sein de l'Organisation de coopération économique (OCE).

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Velayati (République islamique d'Iran)

Nous sommes également à l'origine de la création de l'Organisation des Etats du bassin de la mer Caspienne, avec la Fédération russe, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan et le Kazakhstan.

Sur le plan bilatéral, les bases de la coopération politique, culturelle et économique, en particulier dans les domaines du transport et de l'énergie, ont été jetées avec les républiques nouvellement créées, issues de l'ancienne Union soviétique. Cette approche de la République islamique d'Iran est basée sur la conviction que l'expansion des relations bilatérales et multilatérales entre les pays de la région doit contribuer à la stabilité, à la sécurité et au développement pour tous.

Dans le monde d'aujourd'hui, l'instabilité ne résulte pas seulement de crises régionales ou de conflits militaires. Les problèmes économiques et écologiques menacent également la paix et la sécurité internationales. L'exacerbation toujours croissante des difficultés économiques dans la plupart des pays du tiers monde est à la fois la cause et la conséquence du fossé qui va s'élargissant entre le Nord et le Sud, et elle est peut-être le danger le plus grave et le plus explosif qui menace la communauté internationale.

Comme il est clairement dit dans l'Etude sur l'économie mondiale de 1992, le produit économique mondial a diminué pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale; le commerce international est également affligé d'un grand nombre de difficultés. Dans ces circonstances difficiles, un grand nombre de pays en développement sont toujours aux prises avec les problèmes découlant de la récession économique des années 80 et de ses conséquences sociopolitiques. Pis encore, un courant réduit de ressources financières aux pays en développement a rendu encore plus incertaines les perspectives de reprise et de croissance économique et de développement dans ces pays.

En dépit de nombreux problèmes, la reprise de l'économie mondiale n'est pas impossible. Elle exige, cependant, l'encouragement de la coopération internationale et la coordination des politiques économiques, qui sont parmi les principaux buts des Nations Unies. A cette fin, la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie du développement des Nations Unies, la Déclaration adoptée par l'Assemblée générale à sa dix-huitième session extraordinaire et le programme Action 21 de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui reflètent de

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Velayati (République islamique d'Iran)

longues et intenses négociations et représentent un consensus international sur les objectifs du développement et de l'environnement, constituent le cadre et les fondements nécessaires de toutes mesures à venir.

Pourtant, il est clair qu'en l'absence d'une coopération internationale concertée, les conditions économiques propices qui permettraient à tous les pays de croître et de se développer sur un pied d'égalité resteront hors d'atteinte. L'ONU, et ses institutions spécialisées, est l'instance la plus appropriée pour favoriser la coopération internationale en vue d'alléger les problèmes économiques mondiaux, en particulier ceux des pays en développement et d'empêcher ainsi l'inévitable confrontation entre le Nord et le Sud.

Enfin, j'aimerais rappeler qu'il est impérieux d'intensifier les activités des Nations Unies au rythme de l'évolution internationale, en vue de parvenir à un niveau accru d'efficacité. Dans ce contexte, la République islamique d'Iran est d'avis que la revitalisation de l'Assemblée générale devrait se poursuivre sérieusement et qu'il faudrait adopter des mesures efficaces pour augmenter l'efficacité, et par conséquent, la pertinence pratique de l'Assemblée.

La décision du récent sommet des pays non alignés de rassembler un groupe de travail de haut niveau pour examiner les moyens d'accroître l'efficacité des Nations Unies est une mesure opportune, logique et positive, qui pourra certainement aider les Nations Unies à cette fin. L'Assemblée générale, unique organe universel, démocratique et transparent des Nations Unies, investie par la Charte de s'occuper de toutes les questions et de tous les problèmes internationaux, devrait pleinement exercer, dans la pratique, l'autorité qui lui est ainsi conférée. A cette fin, l'Assemblée générale devrait guider d'autres organes des Nations Unies sur une base constante et active, prendre les décisions nécessaires et faire les recommandations appropriées pour la réalisation des idéaux humains communs, plus particulièrement sur le plan universel, la paix, la sécurité et le respect des droits de l'homme, ainsi qu'une prospérité et un bien-être équitables.

M. VAYRYNEN (Finlande) (interprétation de l'anglais) : Je tiens tout d'abord à féliciter mon collègue, M. Stoyan Ganev, de son élection aux fonctions importantes de Président de l'Assemblée générale. Je tiens à l'assurer que la délégation de la Finlande l'appuiera pleinement dans sa tâche difficile.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Vayrynen (Finlande)

Au nom de mon gouvernement, je veux également souhaiter la bienvenue aux 13 nouveaux Membres qui sont parmi nous. Leur participation aux travaux des Nations Unies ne peut que renforcer l'Organisation.

Depuis le début de l'année, les Nations Unies ont un nouveau Secrétaire général. Confronté à un grand nombre de défis, M. Boutros Boutros-Ghali a déjà montré, en paroles et en actes, qu'il tient fermement les guides. Nous lui souhaitons beaucoup de succès dans son travail.

La Charte des Nations Unies a été rédigée dans des circonstances dramatiques, à la fin de la seconde guerre mondiale. Après les deux guerres mondiales, les Nations Unies se sont vu confier la responsabilité de maintenir la paix et la sécurité pour les générations futures. Aujourd'hui, plusieurs dizaines d'années plus tard, l'Organisation doit également relever une multitude de nouveaux défis : ceux du développement, de la protection de l'environnement et de l'encouragement de la démocratie et des droits de l'homme. Une direction courageuse et éclairée est maintenant nécessaire pour créer une organisation nouvelle pour une nouvelle ère internationale.*

Le Conseil de sécurité a fait preuve de leadership lors du sommet historique qu'il a tenu en janvier. Après des dizaines d'années de guerre froide, ce sommet a établi de nouvelles priorités pour les Nations Unies dans le domaine de la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde entier; il a fourni des lignes directrices pour un engagement plus actif des Nations Unies dans le maintien de la paix.

Suite à l'initiative prise par le sommet du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a présenté un excellent rapport intitulé "Agenda pour la paix". Il y a abordé de façon originale la question de savoir comment utiliser le potentiel des Nations Unies le plus efficacement possible au service de la paix et de la sécurité internationales. Le rapport dénote le travail approfondi auquel s'est livré le Secrétaire général pour faire un parallèle entre la diplomatie préventive et la recherche, le maintien et l'édification de la paix avec les changements politiques et de sécurité qu'exige le monde actuel.

---

* Mme Bongo (Gabon), Vice-Présidente, assume la présidence.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Vayrynen (Finlande)

Je suis particulièrement heureux de noter que la pensée du Secrétaire général et nombre de ses recommandations s'alignent sur ce que la Finlande et les autres pays nordiques prônent depuis longtemps.

Comme l'explique clairement le rapport du Secrétaire général, il ne suffit pas que les Nations Unies réussissent à mettre fin aux conflits. Le meilleur moyen de régler les conflits est de les prévenir. C'est là une tâche difficile mais vitale, dont les Nations Unies devraient ressortir grandement renforcées.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Vayrynen (Finlande)

Différentes méthodes pourraient être examinées selon les circonstances particulières de chaque cas d'espèce. Mais la base nécessaire pour toute prévention est le recueil constant d'informations et le contrôle exercé par le Secrétaire général et par le Conseil de sécurité. On pourrait envisager le déploiement rapide de moniteurs ou de personnel chargé du maintien de la paix lorsque ce serait nécessaire pour une prévention efficace.

Je voudrais ajouter que nous sommes aussi reconnaissants envers le Secrétaire général pour la manière novatrice dont il a traité dans son rapport la situation de l'après-conflit et de l'édification globale de la paix.

Lorsque la capacité de l'ONU relative au maintien de la paix et à la prévention des conflits a atteint ses limites, il est naturel que d'autres moyens soient envisagés. C'est là que les organisations et les institutions régionales peuvent jouer un rôle important. Les nombreux appels à une coopération et à une coordination plus étroites entre l'ONU et les organisations régionales lancés par le Secrétaire général sont bien fondés.

A son Sommet d'Helsinki en juillet, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) a répondu de façon constructive. La CSCE a renforcé sa capacité de gestion des conflits et de maintien de la paix.

Nous appuyons également l'idée du Secrétaire général de consultations périodiques entre l'ONU et les arrangements régionaux sur des mesures de confiance.

La situation tragique qui règne dans l'ancienne Yougoslavie montre clairement comment un problème complexe exige une approche novatrice. Sous la direction conjointe de l'ONU et de la Communauté européenne, la Conférence, avec ses six groupes de travail, est à la recherche de solutions pour régler la multitude de problèmes politiques, ethniques, humanitaires et autres qui ont surgi sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie. D'autre part, la CSCE s'occupe activement de promouvoir le règlement du conflit.

A cet égard, je tiens à dire que la Finlande appuie la recommandation du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale selon laquelle la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) devrait présenter une demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies et ne devrait pas participer entre-temps aux travaux de l'Assemblée générale.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Vayrynen (Finlande)

Alors que les organisations régionales devraient bien sûr jouer un rôle accru lorsqu'il s'agit de menaces à la sécurité dans leurs régions particulières, l'ONU, par l'intermédiaire de son Conseil de sécurité, conserve bien entendu son rôle primordial et unique ainsi que ses moyens particuliers pour maintenir la paix et la sécurité internationales.

Le Secrétaire général nous rappelle l'instrument le plus puissant dont dispose le Conseil de sécurité, l'Article 42 de la Charte. Nous sommes d'accord avec lui pour dire que l'option de dernier recours, celle de l'action militaire, est essentielle à la crédibilité des Nations Unies comme garant de la sécurité internationale. Sans sous-estimer les problèmes en cause, nous pensons que le Conseil de sécurité et tous les Membres de l'Organisation devraient sérieusement réfléchir aux propositions du Secrétaire général concernant les unités d'application de la paix, ainsi que la négociation d'accords conformément à l'Article 43 de la Charte.

La prolifération de toutes les armes de destruction massive représente une menace importante pour la paix et la sécurité internationales. Les normes internationales de la non-prolifération devront être renforcées par un respect universel et fiable de ces normes.

La Finlande se félicite de la convention récemment conclue sur les armes chimiques. C'est là un événement essentiel et que l'on attend depuis longtemps du régime de non-prolifération international, qui devrait susciter autant de signataires que possible. Pour sa part, la Finlande sera parmi les premiers Etats à signer et à ratifier la convention.

L'accumulation effrénée d'armes classiques peut aboutir à l'instabilité régionale. Il est donc essentiel que les principaux pays importateurs d'armes, en particulier, fassent preuve de modération à l'échelle individuelle et collective. Il faut aussi que tous les transferts pertinents soient l'objet d'un rapport complet dans le Registre des Nations Unies sur les armes classiques.

Le sommet du Conseil de sécurité a permis de réaffirmer un ferme attachement envers les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Le Secrétaire général, pour sa part, a profité de cet élan pour transformer ce nouvel engagement en un programme d'action concrète.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Vayrynen (Finlande)

Pour la promotion de la paix et de la sécurité, c'est effectivement le début d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'Organisation des Nations Unies.

Dans le même ordre d'idées positives, je voudrais aborder un autre sommet, le Sommet planète Terre qui s'est tenu à Rio de Janeiro. Parallèlement au maintien de la paix et de la sécurité, il faut là aussi une entreprise courageuse et visionnaire pour réaliser un développement durable. A Rio, un nombre remarquable de chefs d'Etat et de gouvernement ont répondu à cet appel et établi les directives d'un développement durable à l'échelle mondiale. Bien que toutes nos espérances n'aient pas pu se réaliser, le Sommet planète Terre a montré que l'ONU et la communauté internationale pouvaient obtenir des résultats remarquables lorsque règne l'entente.

Rio n'était toutefois que le début d'un long processus dans la voie du développement durable. Dans ce processus, un changement fondamental est nécessaire avant toute chose dans le domaine des attitudes - un changement dans nos propres styles de vie. Et il nous faut aussi une forte volonté politique pour diriger ce changement. Un avenir durable ne peut découler que de l'application des traités convenus à Rio et de la transposition des principes de la Déclaration et du programme Action 21 en mesures concrètes. A cet égard, la Commission sur le développement durable aura un rôle essentiel à jouer.

Les conventions signées à Rio ne sont que le noyau central d'un cadre juridique complet qui devrait guider l'humanité dans la bonne direction. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une série complète d'accords internationalement obligatoires redirigeant les structures de la production et de la consommation dans chaque pays. Nous avons également besoin de conventions effectives couvrant les ressources naturelles. A cet égard, les instruments sur la désertification et la sylviculture durable sont les plus urgents.

L'avenir de l'humanité exige le développement durable, la gestion et la conservation des forêts - de tous les types de forêts partout. Les forêts ont une dimension importante aussi bien à l'échelle nationale que globale. Les forêts sont une ressource nationale précieuse qui doit être utilisée au bénéfice de la population locale.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Vayrynen (Finlande)

La sylviculture durable est également profitable du point de vue économique. Tout en respectant la souveraineté des nations sur leurs ressources forestières, il ne faut pas l'invoquer à mauvais escient.

La Finlande, pour sa part, est disposée à participer activement au lancement des négociations sur la convention forestière globale en se basant sur les principes forestiers convenus à Rio. Ici, nous devons nous efforcer de mieux faire comprendre qu'un tel instrument international est nécessaire. Nous devons également établir une confiance mutuelle reposant sur le rôle particulier que jouent les forêts dans l'écosystème mondial.

Appliquer ce dont il a été convenu à Rio représente un grand effort pour tout pays, quèl qu'il soit, et notamment pour les pays en développement. Bon nombre d'entre eux auront besoin de l'aide de la communauté internationale et de celle des Nations Unies. Les ressources nouvelles et supplémentaires dont les pays en développement ont besoin doivent être fournies en temps utile. C'est là une lourde tâche pour la communauté des donateurs, qui doit assumer la responsabilité d'aider aussi les nouvelles démocraties en transition.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Vayrynen (Finlande)

Les résultats du Sommet de la Terre ont véritablement mis en lumière le rôle particulier et indispensable des Nations Unies dans la promotion du développement. Ils auront un impact crucial sur tout le secteur économique et social des Nations Unies ainsi que sur le travail du Conseil économique et social. Le développement mérite la même priorité et la même attention que la paix et la sécurité.

Le développement, ce n'est pas simplement le progrès économique et social; c'est aussi la promotion de la démocratie et des droits de l'homme. Les questions de violations des droits de l'homme ne sont plus exclusivement le domaine souverain des Etats. Au contraire, le respect des droits de l'homme et de la démocratie fait partie intégrante des relations internationales. Par conséquent, l'une des principales responsabilités de l'Organisation des Nations Unies est de veiller à ce qu'ils soient respectés partout dans le monde.

Le Conseil économique et social est l'organe principal des Nations Unies pour le développement. Il est à la fois important, urgent et nécessaire que le Conseil économique et social soit renforcé pour pouvoir véritablement jouer un rôle directeur en matière de développement durable et de promotion des droits de l'homme et de la démocratie.

Ce que l'on exige aujourd'hui des Nations Unies est sans précédent. De nouveaux défis doivent être relevés et financés. La Finlande fait siennes les préoccupations du Secrétaire général quant à la capacité de l'Organisation à continuer de fonctionner en l'état de crise financière actuelle. C'est dire que nous sommes prêts à examiner de manière constructive chacune de ses propositions. La Finlande tient particulièrement à ce que l'Assemblée générale adopte la première mesure recommandée par l'Assemblée générale : la création d'un fonds de réserve pour couvrir les dépenses initiales des opérations de maintien de la paix en attendant le versement des quotes-parts. Il y a longtemps que les pays nordiques préconisent une telle mesure. La récente expansion des opérations rend ce fonds particulièrement nécessaire.

Il n'est conforme ni à l'honneur, ni aux intérêts, ni aux obligations juridiques des Etats Membres de laisser l'Organisation des Nations Unies dans la "mendicité à laquelle elle est actuellement réduite", pour reprendre les termes du Secrétaire général. Pour les membres de n'importe quel club, payer

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Vayrynen (Finlande)

une cotisation n'est pas facultatif mais obligatoire. S'il est vrai que des mesures exceptionnelles peuvent s'avérer nécessaires pour assurer le fonctionnement ininterrompu de l'Organisation dans la crise actuelle, son financement d'ensemble doit reposer sur la responsabilité collective de tous ses membres. Nous avons tous intérêt à investir dans le renforcement de la sécurité et l'évolution vers un monde plus prospère et plus démocratique.

La Charte des Nations Unies conserve aujourd'hui toute sa validité pour ce qui est du maintien de la paix et de la sécurité internationales et, d'une façon générale, pour ce qui est également de la promotion de la coopération internationale en matière socio-économique et de droits de l'homme. Confrontés à de nouveaux défis, en particulier la promotion d'un développement durable et de la démocratie, la question cruciale est de savoir comment tirer le meilleur parti possible de la Charte, voire l'amender si nécessaire.

Tandis qu'elle approche de la fin du second millénaire, l'humanité est confrontée à de redoutables défis. Il ne sera pas facile de les relever; je ne me fais aucune illusion à ce sujet. Toutefois, les Nations Unies ont aujourd'hui plus que jamais la chance d'utiliser pleinement leur potentiel et de jouer un rôle directeur dans l'intérêt d'un avenir meilleur.

M. DI TELLA (Argentine) (interprétation de l'espagnol) : Je félicite le Président de son élection. Je suis certain qu'il s'acquittera de sa tâche avec succès, à l'instar de son prédécesseur, l'Ambassadeur Shihabi, auquel nous exprimons notre reconnaissance pour son travail remarquable.

Nous nous félicitons de voir dans quelle proportion l'Organisation, fidèle à sa vocation universaliste, a augmenté le nombre de ses membres durant l'année écoulée. Nous souhaitons la bienvenue aux délégations de la Croatie, de la Slovénie, de la Bosnie-Herzégovine, du Kirghizistan, du Turkménistan, de l'Ouzbékistan, de Moldova, de la Géorgie, du Kazakhstan, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Tadjikistan et de Saint-Marin. Leur présence est probablement la preuve la plus claire des profonds changements positifs survenus dans d'importantes régions du monde depuis la fin de la guerre froide.

Nous tenons par ailleurs à exprimer notre profonde gratitude au Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, pour le travail intensif et extrêmement important qu'il a fait pendant la première année de son mandat,

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Di Tella (Argentine)

poursuivant ainsi l'oeuvre remarquable de son prédécesseur, M. Javier Pérez de Cuéllar. La manière dont le Secrétaire général s'est acquitté de sa tâche a déjà eu un impact important sur la situation internationale actuelle.

Nous sommes d'avis qu'en dépit de certains conflits régionaux graves, le cadre général des relations internationales offre des perspectives prometteuses pour le monde dans son ensemble. La fin de la guerre froide, la progression sensible de la démocratie et l'ouverture économique dans de nombreux pays nous confortent dans cette opinion. Cela conduit nécessairement à une redéfinition des relations Nord-Sud, dans lesquelles l'affrontement remplace la coopération. Cette façon de voir les choses n'implique pas qu'il faille ignorer la gravité de certains conflits régionaux, notamment celui qui règne dans l'ex-Yougoslavie, ou la tragique situation de pays comme la Somalie. La guerre, la faim, la misère, la maladie, rien de tout cela n'a disparu, loin de là. Des situations qui suscitent l'horreur et l'inquiétude continuent d'exister.

En outre, dans certaines régions persistent de graves différends qui, sans avoir le caractère dramatique des situations que j'ai évoquées, empêchent un renforcement de la stabilité. Le cas des îles Malvinas - dont je parlerai par la suite - en est un exemple. Dans ce cas particulier, la situation a malheureusement été affectée par certaines démarches unilatérales adoptées par le Gouvernement britannique sur la question délicate des hydrocarbures.

En tout état de cause, et au-delà de ces problèmes, le monde a pris ces dernières années des mesures importantes en vue de la création d'un cadre plus propice à la solution des grands problèmes. Le progrès le plus fondamental est indubitablement l'efficacité sans précédent du fonctionnement du système de sécurité collective envisagé à San Francisco en 1945. Cette importante évolution est la condition indispensable si l'on veut arriver à une application pleine et entière des principes et des objectifs de l'Organisation.

Cela explique le rôle fondamental du Conseil de sécurité, auquel la Charte a conféré la responsabilité primordiale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et la nécessité, pour tous les Etats, d'appuyer fermement cet organe et d'appliquer ses décisions.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Di Tella (Argentine)

Forts de cette conviction, et conformément à l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, nous appuyons activement les décisions du Conseil de sécurité. Nous l'avons fait dans le cas du Golfe en participant à la coalition visant à libérer le Koweït et par notre présence toujours plus active dans les opérations de la paix des Nations Unies.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Di Tella (Argentine)

Notre appui au Conseil de sécurité vient de notre profond attachement aux normes de conduite des nations civilisées, d'une évaluation appropriée du pouvoir dans le monde et de notre perception des vrais intérêts de l'Argentine. Après de longues années d'erreurs et de frustrations, l'Argentine doit aujourd'hui croître et se développer. Nos chances d'y arriver dépendent dans une grande mesure de nos propres efforts, mais aussi de l'existence d'un contexte mondial et régional de dialogue et de coopération qui nous permettra de consacrer nos énergies et nos ressources à cette tâche. Nous sommes donc en faveur de l'élaboration, à l'échelle régionale, de formules plus concrètes de coopération avec les Nations Unies.

Bien entendu, les Nations Unies ne peuvent, à elles seules, garantir le climat de détente dont nous avons besoin, ce qui veut dire que chaque région devrait créer ses propres mécanismes. De concert avec d'autres pays américains, nous avons donc encouragé les réformes de la charte de l'Organisation des Etats américains (OEA) afin de la doter d'un pouvoir de réponse politique aux ruptures de la démocratie dans notre hémisphère. L'organisation analyse des formules concrètes qui, nous l'espérons, seront adoptées bientôt.

Dans le même ordre d'idée, nous avons contribué, avec nos voisins, à la consolidation d'un cadre sous-régional prometteur. Le climat d'harmonie et de coopération entre les pays du cône sud-américain est un véritable exemple pour le reste du monde, et il est le résultat d'ententes prometteuses sur l'intégration économique, tels que le Marché commun du cône sud-américain (MERCOSUR), et de mesures concrètes destinées à encourager la confiance et la transparence dans le domaine de la sécurité.

Nos pays sont intimement liés dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive. L'Argentine a, quant à elle, fait de cette lutte un des axes fondamentaux de sa politique étrangère.

Les réalisations ont été particulièrement importantes dans les relations entre l'Argentine et le Brésil; en quelques mois seulement, nous avons souscrit à un accord bilatéral sur les mesures de sécurité nucléaire, établi un organe bilatéral pour la comptabilisation et le contrôle de matières

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Di Tella (Argentine)

nucléaires, signé une entente sur les mesures de sécurité complètes avec l'Agence internationale de l'énergie atomique - qui a déjà été ratifiée par mon pays - et nous avons réussi à faire adopter des amendements au Traité de Tlatelolco pour en permettre la pleine application.

Dans ce dernier cas, nous nous sommes également associés au Chili et ensuite au Mexique. Les modifications apportées au Traité de Tlatelolco sont très positives puisqu'elles offrent des garanties qui n'existaient pas auparavant en ce qui concerne le système de contrôle, les inspections spéciales et la préservation des secrets technologiques. L'Argentine, le Brésil et le Chili se sont engagés à commencer bientôt un processus d'approbation législative des amendements. Nous sommes convaincus que, dans quelques mois, toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes sera devenue une zone effectivement libre d'armes nucléaires.

Outre les mesures prises dans le domaine nucléaire, les pays du cône sud-américain ont signé ce qu'il est convenu d'appeler la Déclaration de Mendoza concernant les armes chimiques et bactériologiques. Ce document modèle, qui chasse ces armes de notre région, est parfaitement conforme à la Convention sur les armes chimiques récemment négociée à Genève; cette convention a reçu l'appui de l'Argentine et est indéniablement un triomphe dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive.

L'engagement ferme de l'Argentine dans ce domaine se reflète aussi de façon concrète dans notre législation interne. Cette année, le Gouvernement argentin a voté un décret qui réglemente les exportations "délicates" : nucléaires, chimiques, bactériologiques et de missiles. Le décret incorpore des ententes internationales importantes, telles que les grandes lignes du régime de contrôle de la technologie des missiles et ce qu'il est convenu d'appeler la "liste australienne" de produits chimiques, dans le système légal de l'Argentine. Il stipule également que l'Argentine devra coordonner ses actions dans le domaine de la non-prolifération avec d'autres pays ayant un point de vue similaire. Nous nous proposons d'accepter l'invitation de joindre le groupe des pays exportateurs de nucléaire dans un avenir rapproché. Naturellement, l'incorporation des principaux éléments du régime de contrôle de la technologie des missiles dans la législation argentine devrait amener le pays à devenir membre de ce système.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Di Tella (Argentine)

J'aimerais souligner que, en plus de contribuer efficacement à la non-prolifération, la nouvelle politique servira à redonner à l'Argentine accès à la technologie de pointe par le biais de la coopération internationale. La politique ambiguë suivie précédemment représentait un obstacle majeur dans ce domaine et était responsable, en grande partie, du retard technologique de notre pays, en plus de faire obstacle à l'acquisition même de pièces de rechange et de matériel courant pour notre propre défense.

Une autre contribution importante à la stabilité dans notre région du monde a été la normalisation complète des relations diplomatiques entre l'Argentine et le Royaume-Uni et l'élaboration de liens économiques et commerciaux profitables et croissants entre nos deux pays. Cependant, le différend concernant la souveraineté des îles Malouines, Georgie et Sandwich du Sud persiste. Je réaffirme aujourd'hui les droits souverains de mon pays sur ces territoires et leurs zones maritimes. La défense et la réaffirmation permanentes de ces droits inaliénables sont au coeur même de la politique étrangère de l'Argentine.

Ainsi, la récente décision du Gouvernement britannique de procéder unilatéralement à la prospection d'hydrocarbures dans la région contestée est contestée avec énergie par mon pays. Cette contestation a été immédiatement communiquée au Gouvernement britannique et aux éventuelles entreprises de prospection. Cette démarche imprudente du Royaume-Uni empêche une réelle coopération dans l'Atlantique Sud et ne contribue pas aux bonnes relations bilatérales qui sont dans l'intérêt commun de nos pays.

Ces événements entravent la création de formules créatives et pragmatiques qui, sans porter atteinte à nos droits inaliénables, favoriseraient la coopération dans l'Atlantique Sud. Nous sommes convaincus que l'établissement d'un cadre de coopération plutôt que de confrontation serait bénéfique à tous ceux qui vivent dans la région de l'Atlantique Sud, y compris les habitants des îles Malouines. C'est le devoir des Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de faire de leur mieux pour arriver à cette fin en surmontant les problèmes majeurs que j'ai décrits.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Di Tella (Argentine)

Le Secrétaire général est l'auteur d'un document intitulé "Agenda pour la paix" (A/47/277), qui représente une contribution fondamentale à l'établissement de la future structure des Nations Unies. Le document indique clairement quelle voie doit être prise pour renforcer l'Organisation, notamment dans le domaine de la prévention et du règlement des conflits. L'Argentine appuie ce document, qui coïncide en grande partie avec les conclusions du Groupe de Rio. Nous partageons notamment l'opinion du Secrétaire général quant à la nécessité de mettre en branle tous les mécanismes de sécurité collective prévus dans la Charte, dans un cadre de respect strict des domaines de compétence qui y sont établis.

Les opérations de maintien de la paix sont devenues un des principaux instruments de la communauté internationale. Cette année, nous avons été témoins d'une participation sans précédent des Casques bleus sur quatre continents. L'Argentine a décidé, quant à elle, comme composante importante de sa politique étrangère, de participer activement à ces nouveaux développements en fournissant des effectifs militaires et des ressources matérielles.

En ce sens, je tiens à signaler que le financement des opérations de maintien de la paix doit être fait de façon équitable pour assurer l'efficacité de telles opérations tout en tenant compte des possibilités financières des Etats Membres. A ce sujet, nous soulignons la responsabilité particulière des membres permanents du Conseil de sécurité dans ce domaine, de même que la plus grande capacité des pays économiquement plus développés pour faire face à de telles dépenses.

Le rapport du Secrétaire général est en même temps un document essentiel pour l'élaboration de réponses appropriées aux conflits actuels. Certains d'entre eux nécessitent une action décisive de la part de la communauté internationale.

Il est vital que nous continuions à exercer le maximum de pression pour mettre fin à la tragédie dans l'ex-Yougoslavie. L'Argentine appuie les efforts déployés par le Conseil de sécurité, le Secrétaire général et la Communauté économique européenne, et se joint à ceux qui exigent le respect de l'autodétermination, des minorités et des frontières des républiques de l'ex-Yougoslavie.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Di Tella (Argentine)

La tragédie en Bosnie-Herzégovine, avec qui l'Argentine est en train d'établir des relations diplomatiques, est un défi qui nous est lancé à tous. Nous nous associons à l'appel lancé à toutes les parties pour qu'elles respectent les principes que j'ai énoncés, et nous exigeons que Belgrade contribue efficacement à mettre un terme à l'agression en Bosnie-Herzégovine.

La présence de plus d'un millier de soldats argentins dans la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) témoigne de notre intérêt pour trouver une solution qui respecte à la fois la Charte des Nations Unies et le droit international.

C'est également avec une grande préoccupation que nous voyons les difficultés que vit le Cambodge et le manque de progrès dans le Sahara occidental. Nous suivons avec grande attention les développements politiques en Afrique méridionale. L'Argentine suit avec une attention particulière la situation spéciale en Afrique du Sud. L'Argentine et l'Afrique du Sud ont en commun la zone de l'Atlantique Sud et pourraient bénéficier de grandes occasions de coopération dans l'avenir. C'est pourquoi nous prions instamment, une fois de plus, le Gouvernement sud-africain, l'African National Congress et toutes les parties en cause de chercher une solution concertée et de persévérer dans leurs négociations pour trouver une solution au grave problème créé par la politique de l'apartheid. Le processus d'élimination de ces pratiques terribles doit être mené à terme et, en même temps, l'établissement d'une société démocratique, libre et pacifique doit être assuré dans ce grand pays.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Di Tella (Argentine)

J'ai parlé de l'Atlantique Sud. Nous sommes fermement convaincus que le moment est venu pour que tous les pays intéressés établissent des mécanismes concrets de coopération dans cet important espace maritime. L'Atlantique Sud est une des seules régions du monde pour lesquelles il n'existe pas d'accords spécifiques. L'Argentine souhaite que nous fassions des progrès décisifs en ce sens.

L'évolution de la Conférence de paix nourrit notre espoir pour une solution du conflit israélo-arabe. Nous croyons que le devoir de l'Assemblée générale à l'étape cruciale actuelle n'est pas d'entériner des positions connues, mais bien de contribuer de manière décisive à favoriser la concertation et la souplesse des parties. L'Argentine est disposée à coopérer activement avec les efforts déployés pour l'atteinte de cet objectif. Mais nous devons dire que nous avons beaucoup d'admiration et de respect pour les dirigeants du Moyen-Orient qui ont eu le courage et la vision nécessaires pour abandonner la rigidité de la dialectique afin d'entreprendre ces négociations essentielles avec détermination et dans un esprit de conciliation.

Les Argentins aussi ont subi les conséquences de la violence irrationnelle déclenchée partout en raison de cette grave situation. L'attentat commis contre l'ambassade d'Israël à Buenos Aires le 17 mars dernier, qui a fait tant de victimes, a été une manifestation claire des conséquences tragiques qu'entraînent ces conflits par l'intermédiaire des mains criminelles du terrorisme international.

En ce qui a trait à d'autres situations régionales, nous nous réjouissons des progrès accomplis actuellement dans les conversations de haut niveau entre les dirigeants chypriotes et le Secrétaire général. Nous espérons ainsi qu'un accord rapide sera conclu dans le cadre de la mission de bons offices du Secrétaire général. Nous félicitons les parties à ce conflit, y compris la Grèce et la Turquie, de leur esprit de coopération, ainsi que les membres permanents du Conseil de sécurité pour leur rôle actif dans ce processus.

Nous réaffirmons notre soutien actif aux décisions prises par le Conseil de sécurité au sujet de la situation dans le Golfe. Nous insistons sur le respect de ces résolutions par l'Iraq et sur la nécessité du plein respect des droits de l'homme de toutes les minorités et de la population en général.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Di Tella (Argentine)

Une des conditions essentielles à la paix est le plein respect des droits de l'homme. La République d'Argentine réaffirme son rôle actif en matière de protection et de promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales au sein des organes internationaux qui traitent des droits de l'homme, tant dans le cadre de l'ONU que de l'Organisation des Etats américains (OEA).

Il est nécessaire d'évoquer aussi des problèmes graves que la communauté internationale doit affronter, attaquer et régler définitivement. Je veux parler du trafic de stupéfiants, du terrorisme et de la corruption.

Tout d'abord, le trafic de stupéfiants exige actuellement une action concertée des nations. Toutefois, cela n'est pas suffisant. Nous devons agir sur les racines les plus profondes de ce fléau et à tous les niveaux : depuis la production jusqu'à la consommation et, en particulier, le transfert et le blanchiment de ses ressources financières. L'action des Etats doit tenir compte, dans ce domaine, des particularités propres des pays les plus engagés. L'Argentine s'est associée et s'associe à toute initiative contribuant à éliminer cette calamité, qui affecte la société internationale tout entière.

Pour sa part, le terrorisme ne mérite pas la moindre interrogation. La seule réponse possible consiste en un engagement ferme, décisif et implacable de tous les Etats pour le combattre jusqu'à son annihilation. Ses activités sont toujours meurtrières et sanglantes. L'Argentine, comme je l'ai dit, a subi cette année un acte terroriste parmi les plus sauvages commis dans l'histoire de cette criminalité internationale. Notre pays appuiera toute mesure ou action qui renforcera le droit et le respect des normes de coexistence entre les nations.

Finalement, le cancer de la corruption doit être éradiqué. La corruption est malsaine et pernicieuse et annihile les efforts déployés par les Etats et les sociétés civiles en faveur d'un développement sain de leurs institutions politiques, économiques et sociales. Elle ne connaît aucune frontière et cohabite - ou tente de le faire - avec tous les systèmes politiques et juridiques sur notre planète. L'Argentine est sur la ligne de front pour combattre ce délit et créer les mécanismes nécessaires à cette fin.

Je vais maintenant revenir à notre région et aborder d'autres questions de grande importance.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Di Tella (Argentine)

La politique extérieure argentine s'oriente vers la création d'un contexte extérieur favorable à l'insertion concurrentielle de l'économie argentine dans l'économie mondiale. A cette fin, nous avons fait du MERCOSUR l'axe de notre action en Amérique latine.

A ce sujet, l'accord conclu avec les Etats-Unis sur le commerce et les investissements, appelé "quatre plus un", démontre que les concepts sous-tendant le MERCOSUR et l'Initiative pour les Amériques sont parfaitement compatibles.

Le MERCOSUR aspire à créer un marché externe stable pour la croissance économique des quatre pays grâce à l'établissement d'une discipline économique collective librement consentie par les parties. L'approche se caractérise par un réalisme solide au sujet de nos possibilités et de nos limitations.

Le MERCOSUR n'est pas et ne saurait être l'amorce d'une nouvelle forteresse économique. Nous aurons un tarif extérieur commun avant la fin de 1994 et nous avons déjà déterminé clairement que cela devra nous permettre d'accroître la compétitivité internationale de nos économies. Il serait insensé de fermer au niveau de la sous-région les portes que chacun de nos pays ouvre actuellement au niveau de la nation.

Parlant du MERCOSUR, je voudrais dire encore combien l'Argentine espère que la création de grands blocs économiques sera la prémisse d'un commerce international plus libre et plus efficace, et non d'un espace plus large pour légaliser le protectionnisme et camoufler des marchés clairement réservés. Mon pays préfère parier sur la sincérité des objectifs définis dans l'Uruguay Round de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et de ceux qui ont été retenus pour lancer l'Initiative pour les Amériques, soit ceux-là mêmes qui sont à l'origine du Traité d'Asuncion où est défini le MERCOSUR.

Mais nous observons avec une inquiétude légitime l'interprétation que les économies les plus puissantes de la planète font du concept d'ouverture des marchés, car elles favorisent cette ouverture seulement pour les secteurs dans lesquels ces nations sont concurrentielles ou exercent elles-mêmes une influence sur les prix internationaux.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Di Tella (Argentine)

Cette approche est partiellement présente dans le secteur agricole et dans d'autres décisions qui ont paralysé jusqu'à maintenant l'Uruguay Round du GATT. En ce qui concerne le secteur agricole précisément, les dirigeants de ces économies ne font pas preuve d'un courage excessif et d'une volonté de mettre fin aux subventions à la production et au commerce extérieur d'un montant annuel de 300 milliards de dollars, qui déséquilibrent les marchés internationaux et contribuent aussi à la dégradation de l'environnement. Quelques-unes de leurs décisions illustrent une plus grande propension à résoudre des problèmes secondaires de politique intérieure qu'à éviter l'isolationnisme et la guerre commerciale. Seuls des pays très riches peuvent pratiquer des politiques tellement préjudiciables et coûteuses qu'elles sapent les ressources financières de leurs populations urbaines et causent évidemment des dommages sérieux aux pays en développement.

L'occasion actuelle est aussi appropriée pour manifester notre très grande satisfaction à l'égard des accords politiques intervenus entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique pour la création d'une zone de libre-échange. Nous sommes certains que ces accords constitueront un des éléments centraux de la zone plus ample anticipée par le lancement de l'Initiative pour les Amériques, qui vise à transformer tout l'hémisphère en un seul grand marché. En même temps, nous sommes préoccupés par les nombreuses tentatives législatives en vue de limiter l'accès des pays en développement aux différents marchés internationaux.

L'Argentine a amorcé un processus de stabilité économique soutenue qui repose sur une économie de marché dans le cadre d'un système démocratique. Cela nous a permis d'entreprendre des démarches pour adhérer à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), où nous espérons participer aux débats sur les politiques économiques globales et sectorielles qui contribuent à la croissance économique.

L'Assemblée générale examinera le rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro. Aucun événement international n'avait jamais rassemblé un si grand nombre de chefs d'Etat et de gouvernement. Le contexte de la nouvelle situation internationale a permis pour la première fois la conclusion d'accords fondamentaux sur des questions qui traitent du maintien de la vie sur la planète telle que nous l'avons connue jusqu'à maintenant.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Di Tella (Argentine)

Malgré les progrès remarquables réalisés sur le marché américain, quelques problèmes concrets subsistent cependant. Lors des deux dernières sessions de la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme, la position argentine sur la situation à Cuba a été exposée clairement. Chaque fois, mon pays a exprimé le souhait que Cuba mette en oeuvre des réformes visant à obtenir sa pleine insertion, aux plans économique et politique, dans le concert des nations démocratiques et pluralistes. Je répète que cela a été exprimé sous forme de souhait fraternel et non comme une ingérence dans les affaires de ce pays.

L'Argentine a condamné énergiquement le coup d'Etat contre le Président d'Haïti et appuyé les résolutions pertinentes adoptées par l'Organisation des Etats américains. J'ai moi-même fait partie du groupe qui a accompagné le Secrétaire général de l'OEA à Port-au-Prince. Nous avons conservé nos liens diplomatiques avec Haïti, y avons maintenu notre ambassade et n'avons pas ménagé nos efforts en faveur d'un rapprochement des parties au conflit.

En ce qui concerne El Salvador, la signature de l'accord de paix constitue une étape fondamentale dans le processus de pacification en Amérique centrale, et nous formulons le voeu que l'accord conclu se prolonge dans toute la région.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Di Tella (Argentine)

Le Pérou, notre pays frère du Pacifique, continue de rencontrer de graves problèmes de développement et de progrès, dus au trafic des stupéfiants et à un terrorisme nihiliste sanglant. Tout comme nous nous félicitons des progrès récemment réalisés, nous nous félicitons du processus qui aboutira, nous l'espérons, au rétablissement plein et équilibré de la démocratie représentative dans ce pays. Nous attendons avec la plus grande attention et une réelle volonté de coopération les élections constituantes du 22 novembre.

Par ailleurs, pour ce qui concerne le Chili, nous avançons lentement, mais sûrement vers la solution définitive de tous les problèmes de frontière encore en suspens. Il s'agit de la troisième frontière la plus longue du monde et une entente est à portée de main. On peut déjà envisager les fruits qui en découleront, grâce à une vaste coopération économique très prometteuse. Nous sommes en train de remplacer une longue histoire d'affrontements par une véritable relation d'amitié.

Je voudrais enfin évoquer ce qu'a fait le Groupe de Rio. Je réaffirme ma conviction qu'il a mis en place un mécanisme de consultation et de concertation politique très efficace, comme on a pu le voir dans des situations telles que celle qui a mis en danger la continuité des institutions au Venezuela cette année. En outre, en ce qui concerne le Pérou et Haïti, le Groupe de Rio a joué un rôle important. Il a également été un excellent moyen de communication, d'information et de consultation, notamment avec la Commmunauté européenne, avec laquelle a été signé, outre la très importante Déclaration de Santiago du mois de mai dernier, un important accord de coopération.

En 1992, nous avons pu confirmer que les Nations Unies, libres des entraves qu'avait imposées la guerre froide, ont pu assumer la fonction primordiale que l'humanité leur avait confiée en 1945. Malgré la persistance des foyers de troubles que j'ai mentionnés, nous pouvons affirmer que nous avançons vers la consolidation des principes directeurs qui tracent la voie aux Nations Unies, et réitérer notre espoir et notre conviction que les dernières années de ce XXe siècle si mouvementé permettront de consolider le respect universel de la lettre et de l'esprit de la Charte, ce qui signifiera le triomphe de la sagesse, de la solidarité et de la justice.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. NGINGA (République populaire d'Angola) (parle en portugais; interprétation d'après un texte anglais fourni par la délégation) : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous féliciter, au nom du Gouvernement angolais et en mon nom propre, à l'occasion de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa quarante-septième session et à vous souhaiter plein succès dans l'exercice de votre mandat. Votre expérience et votre compétence sont garants du succès de nos travaux. La délégation angolaise tient à vous assurer d'emblée de sa pleine coopération.

Au Président sortant, S. E. M. Samir Shihabi, je voudrais adresser ma reconnaissance pour l'excellent travail accompli durant son mandat.

Au Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, j'adresse la profonde reconnaissance de mon gouvernement pour la bonne volonté dont il a fait preuve et les efforts inlassables qu'il a déployés dans la recherche constante de solutions justes et durables en vue de préserver la paix et la sécurité internationales.

Mon gouvernement appuie la concrétisation des notions importantes qui figurent dans son rapport, "Agenda pour la paix", dont le sous-titre contient les mots "diplomatie préventive" (A/47/277), et y contribuera de façon positive.

Au nom du Gouvernement et du peuple angolais, je tiens à souhaiter la bienvenue aux nouveaux Etats qui ont été admis à l'Organisation des Nations Unies. Nous sommes certains que leur participation contribuera au renforcement de l'Organisation.

Le monde a été le témoin dans le passé de transformations politiques importantes en Angola. Le conflit armé qui ravageait le pays depuis 1975 s'est terminé avec la signature des Accords de Bisesse, le 31 mai 1992. Il n'est pas de meilleure occasion pour résumer la situation qui a suivi les accords de paix. Le peuple angolais prépare et attend dans un grand espoir la tenue des premières élections générales multipartites, les 29 et 30 septembre, qui prouvent la détermination de mon gouvernement à respecter les obligations qui lui incombent en vertu des Accords de Bisesse.

Les incidents qui se produisent dans mon pays sont de nature transitoire dans un processus aussi complexe que le nôtre, mais leur persistance presque partout dans le pays inquiète profondément le Gouvernement et le peuple

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Nginga (Angola)

angolais. A cet égard, mon gouvernement estime que les Nations Unies et le reste de la communauté internationale ont un rôle important à jouer pendant cette phase décisive du processus de paix en Angola.

Le climat de paix et de tranquillité relative qui règne dans mon pays s'explique par les efforts persistants et assidus et par la volonté tenace du peuple angolais, qui a toujours compté sur la communauté internationale. Le peuple angolais a montré que le pays est gouverné par un pouvoir civil et fait preuve de maturité politique en participant spontanément et massivement au recensement électoral et à toutes les activités qui aboutiront aux élections malgré les difficultés de communication.

Sur un nombre d'électeurs estimé à un peu plus de 5 millions de personnes, 4,8 millions se sont inscrits sur les listes électorales. Le conseil électoral national a fait preuve de lucidité et s'est acquitté de sa tâche avec une efficacité louable. Et du haut de cette tribune, je tiens à exprimer une fois de plus la reconnaissance de l'Angola à tous les pays et à toutes les organisations qui nous ont apporté leur appui de tant de façons.

Mon gouvernement espère sincèrement qu'avant les élections, des accords définitifs pourront être conclus concernant certains aspects qui continuent de susciter des préocupations quant à la tenue d'élections libres et honnêtes à la fin de ce mois. Je pense en particulier à la dissolution des forces armées gouvernementales actuelles et de l'aile militaire de l'UNITA, à la cessation de la vague de violence et d'intimidation provoquée par le cosignataire, avec le Gouvernement, des Accords de Bisesse, et à la création d'une armée nationale.

Le processus de paix et de démocratisation en cours dans mon pays, dont j'ai déjà dit qu'il constitue un événement historique dans la vie de l'Angola, ne peut qu'avoir une incidence et un effet positifs sur la scène internationale. Cela va de pair avec un autre facteur extrêmement important pour la région méridionale de notre continent. Nous pensons aux négociations en cours en Afrique du Sud dans le cadre de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), que l'Angola considère comme le moyen le plus approprié de parvenir à une solution juste, durable et satisfaisante pour toutes les parties intéressées.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Nginga (Angola)

Par conséquent, l'Angola appuie et partage la position africaine selon laquelle la CODESA doit atteindre des objectifs concrets, tels que la mise en place d'un gouvernement de transition et de mécanismes permettant d'élaborer une constitution pour une Afrique du Sud démocratique et de tenir des élections libres fondées sur le principe que chacun a droit à une voix.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Nginga (Angola)

Je voudrais également parler de la situation au Mozambique et dans d'autres parties du continent africain. Le peuple angolais est solidaire de ses frères du Mozambique. C'est pourquoi mon gouvernement encourage le Gouvernement du Mozambique à persévérer dans les efforts de paix qu'il déploie pour ce pays et invite instamment la communauté internationale à apporter son aide aux parties intéressées, en vue de parvenir à la paix et à la réconciliation nationale.

Une autre question qui continue de nous inquiéter est la situation injuste qui persiste au Timor oriental. La position du Gouvernement angolais est bien connue de tous; nous continuons de défendre le principe des négociations directes entre le Portugal, la Puissance administrante et l'Indonésie, qui n'excluent pas la présence des représentants légitimes du peuple maubère, de façon qu'une solution globale tenant compte des aspirations du peuple maubère puisse être trouvée. A cet égard, nous espérons que la prochaine réunion des Ministres des affaires étrangères de l'Indonésie et du Portugal, qui sera tenue sous les auspices du Secrétaire général, donnera des résultats positifs.

En ce qui concerne le Sahara occidental, mon gouvernement appuie la tenue d'un référendum dans ce territoire et espère sincèrement que les obstacles qui subsistent encore seront écartés dès que possible.

L'Angola suit avec inquiétude la situation qui existe dans l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie, où les perspectives à court terme de paix durable sont précaires, et où des personnes innocentes perdent la vie.

S'agissant du Moyen-Orient, le Gouvernement angolais a toujours préconisé la tenue d'une conférence internationale en vue de parvenir à un règlement d'ensemble au Moyen-Orient, notamment de la question palestinienne. Nous appuyons donc les séries de négociations en cours; nous espérons que malgré les nombreux obstacles qui restent à surmonter, il sera possible, grâce aux efforts conjugués et à la bonne volonté des parties, d'arriver à des résultats concrets et de mettre fin à la tragédie du peuple palestinien.

Il est une chose qui ne peut que nous satisfaire et qui a notre appui et notre encouragement total et qui est la tenue de négociations directes entre Israël et les autres parties intéressées au sujet des territoires arabes

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Nginga (Angola)

occupés. Nous espérons que ces pourparlers aboutiront à des résultats pleinement satisfaisants pour les parties aux négociations, et que la paix sera finalement rétablie dans cette région.

A notre avis, quelles que soient les mesures prises ou la solution conseillée, elles ne seront jamais ni satisfaisantes ni durables si elles ne tiennent pas compte et ne reposent pas sur les intérêts et les préoccupations véritables des populations concernées.

Les grands changements intervenus récemment sur la scène internationale ont d'une certaine façon imposé la nécessité, pour notre organisation, de faire preuve d'un plus grand dynamisme dans la prise de décisions et d'une plus grande efficacité dans leur application et leur suivi.

L'augmentation du nombre des Membres de l'Organisation, tout en la renforçant numériquement, a également créé le besoin d'une plus grande participation, sur une base équitable, des diverses institutions du système des Nations Unies investies de mandats d'une importance fondamentale au règlement des problèmes auxquels l'humanité fait face en matière de paix, de sécurité internationale, de développement et de protection de l'environnement.

Nous espérons que les travaux entrepris en vue de restructurer et de revitaliser les Nations Unies tiendront compte de nos besoins. L'Angola estime que cette restructuration est opportune, dans la mesure où elle vise à éliminer des moyens d'action dépassés ou qui ne correspondent plus à la réalité actuelle et où son objectif fondamental est le renforcement du rôle de l'Organisation au profit de toute l'humanité.

Ces dernières décennies, la situation économique mondiale a connu bien des fluctuations dans différentes parties de la planète. Mais la tendance générale a été la polarisation. Il en résulte que bien que l'on observe une augmentation de la croissance économique dans les pays développés, on assiste en revanche à une baisse importante de la croissance dans les pays en développement. Dans certains cas, la situation est critique.

La deuxième Conférence des pays les moins avancés, tenue à Paris en septembre 1990, est parvenue à la conclusion que la situation économique et sociale de ces pays s'était aggravée dans l'ensemble au cours des 10 dernières années, puisque, à quelques rares exceptions près, le taux moyen de croissance annuelle était de 2,2 %. Dans de nombreux cas, les taux étaient négatifs.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Nginga (Angola)

Devant cette triste réalité, la Conférence a présenté un nouveau programme d'action pour la décennie en cours, qui prévoit l'adoption de mesures nationales et internationales en faveur de ces pays et indique les principes fondamentaux devant inspirer les relations entre ces pays et d'autres pays et organisations qui coopèrent avec eux au développement. L'application efficace de ce programme exigera dans chaque cas un examen sérieux et approfondi et des mesures appropriées.

Avec la fin de la guerre froide, une ère nouvelle s'est ouverte dans laquelle les décisions concernant des questions d'intérêt mondial sont traitées de plus en plus sur la base de la consultation et de la compréhension, au lieu de l'affrontement et de la concurrence. Cela a rapidement eu pour effet de faire passer les cas isolés d'intégration dans un cadre plus général, où les pays de différentes régions s'organisent entre eux en entités économiques et politiques plus étroitement alignées.

Cette tendance vers la formation de blocs économiques plus importants transformera inévitablement le monde sur les plans économique et politique. Cela pose un défi auquel nous devons dûment nous préparer pour éviter que le fossé entre pays riches et pays pauvres ne se creuse encore davantage. C'est un défi face auquel tous les pays, riches et pauvres, grands et petits, doivent entreprendre un effort collectif approprié, afin de maintenir une coopération internationale multiforme efficace, constamment orientée vers le développement des parties intéressées et toujours fondée sur les véritables exigences du processus de développement.

Toutefois, certaines situations politiques sont actuellement perçues comme un fait accompli, ou comme des situations destinées à se perpétuer. Elles doivent immédiatement faire l'objet d'un examen radical, en vue d'harmoniser les positions et les intérêts et de faire tomber les barrières importantes qui font obstacle à une véritable coopération entre les pays et les nations séparées par des disparités considérables de leurs niveaux de développement économique, social, scientifique, technique, culturel et éducationnel.

A notre avis, cette révision devrait notamment comprendre les éléments suivants : l'abolition, ou la limitation au strict nécessaire, des mesures protectionnistes adoptées par les pays développés, qui bloquent ou rendent difficile l'accès des produits des pays sous-développés à leurs marchés;

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Nginga (Angola)

l'annulation totale ou partielle, par les pays développés, de la dette extérieure des pays sous-développés; l'octroi de prêts ou de crédits; la cessation de l'imposition de conditions concernant l'adoption obligatoire concomitante de mesures politiques, lesquelles ne sont pas toujours conformes au niveau de développement du pays bénéficiaire; des concessions ou une augmentation des délais de grâce, et un rééchelonnement des paiements; une réduction des taux d'intérêt et la non-capitalisation des intérêts; l'encouragement des investissements dans des domaines définis sur le plan national, en insistant particulièrement sur le développement industriel; et la transformation de la technologie et son application au développement.

Voilà certains des principaux aspects autour desquels doit s'organiser la stratégie de la coopération économique internationale si nous voulons, comme nous en avons le devoir, éliminer la misère dans laquelle végètent la majorité des habitants de notre planète. La pauvreté croît chaque jour davantage, en particulier sur notre continent africain. Elle est aggravée par les catastrophes naturelles qui exacerbent la grave situation sociale et économique que connaît actuellement l'Afrique.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Nginga (Angola)

L'Angola est un pays doté de nombreuses ressources naturelles. Il exporte du pétrole, des diamants, du café et d'autres produits. Et, avec l'avènement de la paix, nous envisageons de diversifier au maximum nos produits d'exportation de façon à participer plus efficacement à la division internationale du travail.

Toutefois, les mesures protectionnistes abusives adoptées par certains pays développés dans les échanges internationaux nous préoccupent car elles ont entraîné une baisse sans précédent du prix des matières premières et une détérioration des termes de l'échange; elles sont en outre à l'origine de l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

En tant que pays du tiers monde, et afin de corriger les déséquilibres de son économie, l'Angola a redéfini sa situation socio-politique en prenant des mesures qui ne manqueront pas d'avoir des incidences positives sur la vie économique du pays et qui sont adaptées à cette nouvelle situation. Nous avons récemment adopté un programme d'action gouvernemental visant une décentralisation de l'économie, une libéralisation des échanges, une relance des affaires, une démocratisation du secteur bancaire et un encouragement à l'investissement étranger.

De cette façon, nous pensons que la gestion adéquate de ce programme destiné à répondre à ces nouvelles conditions nous permettra, comme nous le souhaitons, de prendre une part active aux efforts de coopération économique déployés au niveau international et d'y apporter notre contribution, dans toute la mesure du possible, aux fins du développement socio-économique de l'Afrique et du monde.

Qu'il me soit permis d'exprimer ici le vif intérêt que mon pays attache à la nécessité de protéger l'environnement. La Conférence de Rio, qui s'est tenue au mois de juin, a non seulement été l'occasion d'un échange précieux de données d'expérience et de points de vue sur un programme d'une extrême importance, mais elle a aussi permis de s'interroger sur la nécessité de continuer à déployer des efforts concertés pour le bienfait de l'humanité tout entière. Il est évident que cette conférence nous aura permis de voir clairement que, étant donné les tendances actuelles du développement scientifique et technique, tout faux pas nuisible à l'environnement pourrait entraîner la destruction de notre planète.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Nginga (Angola)

Aussi je tiens à réaffirmer aujourd'hui l'engagement de mon pays de respecter et d'appliquer pleinement les décisions prises lors de cette conférence et à dire combien nous sommes résolus à coopérer entièrement avec la communauté internationale pour prendre toutes les mesures qui s'imposent de façon que, ensemble, nous puissions sauver la Terre.

M. SHAMUYARIRA (Zimbabwe) (interprétation de l'anglais) : Je tiens tout d'abord à féliciter M. Stoyan Ganev, Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères de la Bulgarie, de son élection unanime à la présidence de la quarante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Son élection est le témoignage de ses qualités diplomatiques et du respect dans son pays du droit international. Nous sommes convaincus que la communauté internationale tirera bénéfice de sa présidence.

Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer notre sincère reconnaissance à son prédécesseur, l'Ambassadeur Samir Shihabi de l'Arabie Saoudite, qui a présidé de façon exemplaire la quarante-sixième session de l'Assemblée générale. Nous le remercions de ses efforts.

Le Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali, se trouve à la tête de notre organisation depuis presque un an. Nous avons déjà eu le loisir d'apprécier sa manière de travailler et la détermination avec laquelle il a fait front aux nombreuses crises qui ont frappé la communauté internationale. Nous tenons à lui renouveler notre confiance dans son travail et notre appui indéfectible à son leadership.

Je souhaite la bienvenue parmi nous, comme d'autres l'ont fait avant moi, aux 12 nouveaux Membres des Nations Unies. Leur admission rapproche l'Organisation du principe d'universalité de sa composition. Nous nous en félicitons tout particulièrement à un moment où une organisation des Nations Unies rajeunie et renforcée participe étroitement à la solution de nombreux conflits et crises dans le monde entier. Cela confère un surcroît d'efficacité aux actes et aux paroles de cet organe mondial.

Il n'échappe désormais à personne que la fin de la guerre froide n'a pas remédié aux maux du monde, en particulier des pays du tiers monde. Dans certains domaines, et à certains égards, à ces problèmes sont venus s'ajouter la montée d'un nationalisme ardent et de nouvelles religions. La fin de la guerre froide n'a pas encore donné de résultats concrets ni apporté de

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Shamuyarira (Zimbabwe)

changements pour le peuple palestinien au Moyen-Orient, pour la majorité noire en Afrique du Sud, ou la paix aux populations d'Afghanistan, du Cambodge, du Sahara occidental et dans d'autres zones de conflit dans le monde. Toutefois, de nouveaux efforts décisifs sont déployés pour résoudre certains de ces problèmes de façon pacifique, et nous espérons que ces efforts seront couronnés de succès.

Le dixième Sommet du Mouvement des pays non alignés, qui s'est tenu récemment en Indonésie, a appelé l'attention sur l'échec de tous les pourparlers multilatéraux visant à réduire le fossé entre pays développés et pays en développement. Dans bien des domaines, ce fossé économique s'est élargi. Le sommet a confirmé le bien-fondé du Mouvement dans le contexte international actuel, mais il a enjoint les membres de s'unir pour lutter contre les problèmes économiques et financiers communs du Sud et promouvoir une coopération économique parmi les pays du tiers monde eux-mêmes. Les économies à forte croissante des pays d'Asie du Sud-Est ont montré qu'elles pouvaient assurer une coopération intrarégionale parmi les pays en développement. En remplacement des questions liées à la guerre froide, le Mouvement a inscrit à son ordre du jour des questions d'ordre économique et financier. Nous espérons que ces questions seront résolument abordées au cours des trois prochaines années.

Dans notre région de l'Afrique australe, à nos problèmes économiques est venue s'ajouter une sécheresse très grave à laquelle nous sommes tous confrontés. Dans le passé, nous avions pour habitude d'exporter de grandes quantités de maïs blanc, mais cette année nous avons dû importer 13 millions de tonnes de céréales. Les Etats de la région coopèrent pleinement dans les domaines du transport et de l'approvisionnement énergétique, d'autres domaines de cette coopération seraient encore renforcés s'il était mis fin à l'odieux système de l'apartheid en Afrique du Sud et si un système non racial et démocratique était mis en place dans ce pays.

Le régime du Président F. W. de Klerk, auquel un grand nombre d'orateurs ont fait allusion, a freiné le processus de transition qui a été débattu à la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA). Il a également sapé très efficacement l'ensemble du processus en tolérant et en encourageant l'escalade de la violence à l'encontre de la population et de manifestants noirs innocents.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Shamuyarira (Zimbabwe)

M. de Klerk a perdu toute crédibilité aux yeux de la communauté internationale. Il doit prendre maintenant des mesures pour libérer tous les prisonniers politiques - on nous a dit qu'il y en avait 140 qui croupissaient encore dans les geôles de l'Etat. Il doit renoncer ou fermer les hôtels pour célibataires qui sont utilisés par des bandes armées. Il doit interdire le port d'armes, à quelque fin que ce soit, dans les lieux publics. Il devrait démanteler les bataillons extraterritoriaux, tels que le Koevoet et les bataillons 31 et 32; en fait, il devrait interdire toutes les armées privées et les milices. Ce ne sont pas là des mesures radicales. Loin de là. Elles constituent les mesures minimums qui doivent être prises pour permettre d'aplanir le sol du terrain de jeu, pour que tous les partis et les équipes politiques sud-africains puissent y jouer.

Les problèmes actuels des prisonniers, des hôtels, des armes et des milices privées sont la conséquence directe du système maléfique de l'apartheid que la communauté internationale a décrit comme constituant un crime contre l'humanité. Nous devons insister sur le fait que ce système n'a pas encore pris fin, bien que des mesures audacieuses aient été prises ces deux dernières années en vue de l'éliminer. Pourtant, il est toujours là.

Nous rendons hommage au rôle que la communauté internationale a joué et continue de jouer en Afrique du Sud, conformément à la résolution 765 (1992) du Conseil de sécurité, en date du 16 juillet 1992. Nous croyons toujours que pour traiter de façon adéquate la situation de violence que connaît ce pays, un grand nombre d'observateurs - beaucoup plus important que la cinquantaine qui s'y trouve actuellement - devraient être envoyés dans ce pays, de façon qu'ils puissent couvrir tous les points chauds potentiels. Seule une présence internationale crédible et efficace peut empêcher la violence et rétablir la confiance entre les parties en Afrique du Sud, qui est nécessaire si l'on veut que les négociations soient couronnées de succès.

Il est devenu évident que la communauté internationale a fait de grands progrès pour ce qui est de la question de l'Afrique du Sud, lorsqu'elle a agi à l'unisson : nous avons besoin d'une unité d'action de la part de la communauté internationale. Le gouvernement de Klerk doit se prononcer sans équivoque pour un gouvernement par la majorité, comme l'entendent toutes les nations civilisées, sans qu'aucune condition ni veto n'y soient opposés par

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Shamuyarira (Zimbabwe)

les minorités. Le régime a pour responsabilité première d'assurer la sécurité de tous les Sud-Africains et a donc besoin de prendre des mesures décisives non seulement pour la protection de tous les citoyens du pays, ainsi que je l'ai indiqué précédemment, mais aussi pour faire progresser le processus actuel d'élimination de l'apartheid par des moyens pacifiques.

Ce qui se passe ailleurs dans notre région nous donne de plus amples raisons d'espérer, mais les processus de paix en question doivent être soigneusement encouragés, si l'on veut que leur succès soit garanti. En Angola, des préparatifs adéquats semblent avoir été faits pour l'organisation d'élections générales qui doivent prendre place dans les prochains jours. Le Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Angola a fait un compte rendu détaillé des arrangements qui ont été pris pour les élections dans ce pays. Le peuple angolais, a-t-il précisé, aura la possibilité d'élire le gouvernement de son choix.

Le plus grand mérite de ce succès revient au peuple angolais lui-même, qui a fait preuve d'une grande maturité et de patriotisme face aux difficultés et à la méfiance réciproque suscitées par 16 années de guerre. Il faut toutefois également rendre hommage aux Nations Unies, qui ont toujours appuyé sans relâche le processus de paix en Angola, tout particulièrement grâce au déploiement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM II), une opération de maintien de la paix à laquelle mon pays, le Zimbabwe, a apporté sa modeste part.

Nous sommes heureux de voir que les problèmes qui se sont posés à propos de l'inscription des électeurs, notamment les problèmes logistiques d'accès, pour les fonctionnaires chargés d'enregistrer les votes, aux différentes parties du pays, ont maintenant été résolus et que les incidents de violence dans le processus d'élection ont pu être contrôlés. Nous rendons hommage également à l'engagement pris par les principaux partis se présentant aux élections en Angola qu'ils respecteront les résultats du vote et que, s'ils gagnent, ils s'efforceront d'établir un gouvernement d'unité nationale et de réconciliation. Le concept visant à faire participer toutes les sections de la société au gouvernement est en fait un acte de lucidité politique qui tient compte des traditions du peuple africain.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Shamuyarira (Zimbabwe)

En ce qui concerne le Mozambique, nous croyons qu'un cessez-le-feu global sera signé le 1er octobre 1992. Nous espérons que cet engagement solennel sera tenu et respecté par tous les signataires et, en fait, par tout le peuple du Mozambique. Après tant d'années de combat, les Mozambicains aspirent à la paix, à la tranquillité et au progrès, mais pour atteindre la paix, un long chemin reste encore à faire. Des deux côtés, il faudra faire preuve de souplesse et une participation active au processus de paix sera nécessaire de la part de tous les Etats de la région, y compris de la République d'Afrique du Sud.

Le Zimbabwe a fait - et continue de faire - tout ce qui est en son pouvoir pour aider à maintenir l'élan et faire en sorte que le processus de paix au Mozambique continue de progresser. Comme vous le savez tous fort bien, la Déclaration de Rome envisage un rôle de contrôle éventuel des Nations Unies dans le processus électoral au Mozambique, et nous sommes convaincus que tous les Etats soutiendront cette entreprise de la part de notre organisation internationale.

La situation en Somalie, que de nombreux orateurs ont évoquée, est pour mon pays une cause de grave préoccupation; 2 millions de gens y sont menacés de mort et 5 millions ont besoin d'une aide alimentaire. L'étendue des souffrances - qui sont maintenant qualifiées comme le pire désastre humain dans le monde - aurait pu être grandement allégée si cet organe mondial avait agi plus tôt et plus rapidement. Nous saluons cependant les mesures décisives qui viennent d'être prises par le Conseil de sécurité, particulièrement la décision d'envoyer 3 500 militaires pour protéger l'envoi et la distribution de produits alimentaires. Mon pays est fier de participer à cette opération qui vise à éviter une famine aux dimensions d'un véritable génocide en Somalie.

Nous prions instamment les diverses milices dans le pays de ne pas troubler les efforts des Nations Unies mais d'entreprendre des négociations visant à réunifier leur peuple torturé et à y rétablir la paix. Les dirigeants des trois factions politiques en Somalie doivent être condamnés pour avoir intensifié les luttes civiles dans une société qui est déjà ravagée par la famine et la sécheresse. Ils devraient au contraire chercher à réunifier leur peuple, à réconcilier la nation, afin de leur permettre de lutter plus efficacement contre la sécheresse.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Shamuyarira (Zimbabwe)

En Afrique de l'Ouest, toute solution au conflit libérien continue de nous échapper, ce qui est pour nous une autre cause de grave préoccupation. Nous saluons les efforts des gouvernements de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour rétablir la paix et la démocratie au Libéria. Ces derniers jours, les combats entre factions rivales risquent d'entraîner les forces du Groupe de surveillance du cessez-le-feu de la CEDEAO (ECOMOG) dans de nouveaux combats et de rendre la situation totalement insoluble. Nous prions instamment nos frères libériens de placer la sécurité et l'avenir de leur peuple et de leur pays au-dessus de leurs intérêts et de leurs ambitions personnels et nous demandons aussi à nos frères de la CEDEAO de poursuivre leurs efforts visant à rétablir la paix au Libéria.

La crise au Moyen-Orient traîne depuis longtemps, puisqu'elle remonte à l'ère de la guerre froide. Nous avons nourri l'espoir qu'une solution pourrait y être trouvée au cours de l'actuelle série de pourparlers qui ont commencé avec la Conférence de Madrid. Nous mettons toujours nos espoirs dans ce processus et espérons que l'avènement d'un gouvernement travailliste en Israël mènera à une attitude plus souple et plus novatrice permettant de trouver une solution tenant mieux compte des aspirations légitimes du peuple palestinien. De toute évidence, le nouveau Gouvernement israélien doit accepter le principe du retrait total de ses troupes d'occupation de Palestine et du contrôle absolu par les Palestiniens de leurs propres ressources, y compris leurs ressources en eau, comme étant la base même de la solution de la question de Palestine. En outre, il est important pour les Nations Unies d'assumer un rôle central dans le processus de paix, notamment du fait que leurs résolutions ont servi de mandat à la Conférence de Madrid.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Shamuyarira (Zimbabwe)

Il existe de nombreuses zones de crise et de conflit qui exigent et reçoivent l'attention de l'organe mondial, telles que Chypre, le Cambodge, l'Afghanistan, le Sahara occidental et d'autres. L'Organisation des Nations Unies doit continuer d'assurer qu'au Sahara occidental le plan de référendum soit mené de manière à refléter les véritables aspirations du peuple sahraoui, qu'au Cambodge une application générale et totale des Accords de Paris soit réalisée, qu'à Chypre une solution soit trouvée qui préserve l'unité du pays et sa souveraineté ainsi que son intégrité territoriale, et qu'en Afghanistan aussi l'unité du pays soit assurée et la paix rétablie.

Toutefois, les zones les plus explosives du monde sont aujourd'hui celles des pays de l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques et de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie, qui ont fait l'objet de nombreuses observations de la part des orateurs qui ont déjà pris la parole. Dans ces régions, une fois que les partis communistes qui tenaient le pouvoir se furent effondrés, les entités ethniques distinctes qui restaient ont été submergées par le tribalisme local intense et le fondamentalisme religieux. Nos expériences en Afrique révèlent que les situations sociales créées par le tribalisme et le fondamentalisme religieux ne peuvent être résolues simplement en organisant une élection ou en utilisant uniquement la force militaire. Ce qui est souvent nécessaire, c'est un acte délibéré de réconciliation nationale qui établit un gouvernement d'unité nationale et distribue le pouvoir et l'influence entre toutes les couches de la société. Il s'agit là d'un jeu politique où il ne saurait y avoir aucun perdant. L'objectif d'une élection devient la répartition des forces relatives des parties qui y participent et par conséquent du poids ou des sièges qu'elles devraient avoir dans un gouvernement d'unité nationale.

Dans le cas de la Yougoslavie, dès le tout début ma délégation a pensé, lorsque la vague de sentiments tribaux a déferlé sur cette terre malheureuse, qu'on aurait dû convoquer une conférence de réconciliation nationale. Si certaines tribus insistaient pour abandonner le modèle fédéral, on aurait dû exiger qu'elles signent un traité garantissant les droits des tribus minoritaires à partager le pouvoir et le plein respect des droits de l'homme sur leurs propres territoires, parce que, en fait, le grand problème en Yougoslavie, c'est celui que pose la mosaïque d'unités tribales qui couvre

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Shamuyarira (Zimbabwe)

cette région. Nous n'avons jamais pensé que la politique de la Communauté économique européenne reconnaissant prestement la Croatie et la Slovénie d'une part et châtiant sévèrement la Serbie et le Monténégro de l'autre, résoudrait les problèmes suscités par les sentiments tribaux et religieux en Bosnie-Herzégovine, où les chiffres de la mosaïque ethnique sont pratiquement les mêmes. Nous condamnons fermement la politique scandaleuse de ce que l'on a appelé l'épuration ethnique menée par les tribus concurrentes en Bosnie-Herzégovine. L'expulsion ou le meurtre de toute personne au cours du processus de prétendue épuration ne résout aucun problème, mais crée à la place une psychose ou un cercle vicieux de violence communautaire. Bientôt cependant, lorsque nous discuterons la question de la Yougoslavie au sein de cette instance mondiale, nous demanderons que l'on use de prudence en recherchant la réconciliation et que l'on ne ridiculise aucune des tribus en guerre de l'ancienne Yougoslavie. Le fait que des individus provenant de groupes ethniques, raciaux, religieux, linguistiques et culturels différents vivent ensemble doit être un signe de force plutôt que de faiblesse. En fait, l'ancienne Yougoslavie mettait son point d'honneur à ce qu'il en soit ainsi. Ici, aux Etats-Unis le pays puise une bonne partie de sa force dans la diversité culturelle de son peuple qui vit dans un seul système politique. Voilà, dans les grandes lignes, à quoi nous devrions aspirer en ce qui concerne les Balkans.

La question de la restructuration du système des Nations Unies a fait partie de notre ordre du jour depuis quelque temps. Ma délégation a présenté un certain nombre de propositions concrètes lors du Sommet des dirigeants mondiaux qui s'est tenu ici en janvier dernier. Notre contribution portait principalement sur le besoin de démocratiser le système international et d'augmenter le poids des pays du tiers monde au sein du système. Nous sommes heureux que le Secrétaire général ait donné un suivi aux travaux de ce sommet en formulant une déclaration générale intitulée "Agenda pour la paix" (A/47/277). Nous sommes d'accord avec la plupart des conclusions et suggestions mûrement réfléchies contenues dans le rapport. Nous sommes notamment d'accord avec l'accent qu'il place sur les pratiques démocratiques au sein de nos sociétés et sur l'engagement à respecter pleinement les droits de l'homme et ses droits politiques. En ce qui concerne le tribalisme et le nationalisme dont nous avons discuté, il dit ce qui suit :

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Shamuyarira (Zimbabwe)

"Il reste que si chacun des groupes ethniques, religieux ou linguistiques prétendait au statut d'Etat, la fragmentation ne connaîtrait plus de limite, et la paix, la sécurité et le progrès économique pour tous deviendraient toujours plus difficiles à assurer." (A/47/277, par. 17)

Nous approuvons également la recommandation selon laquelle davantage devrait être fait pour aider les pays qui deviennent victimes de sanctions économiques appliquées par cette instance mondiale à l'encontre d'autres Etats. Un programme et un mode de compensation justes et équitables encourageraient les Etats à appliquer plus fidèlement les sanctions parrainées par l'Organisation des Nations Unies, ce qui renforcerait l'efficacité de telles sanctions.

Nous estimons aussi que l'Organisation des Nations Unies devrait disposer de ses propres unités armées assignées et engagées sur une base permanente afin que, dans ses mesures d'application, l'organe mondial puisse agir en tant qu'organisation mondiale et non en tant qu'une de ses parties seulement ou que de certains de ses membres. La Charte donne à l'Organisation des Nations Unies les moyens de fonctionner de cette manière, et nous croyons qu'il est temps de relancer les dispositions appropriées de la Charte à cet égard.

Etant donné le rôle essentiel du Conseil de sécurité en ce qui concerne la question du maintien de la paix et de la sécurité internationales, toute discussion portant sur des questions de sécurité ne peut être complète si l'on n'examine pas les procédures de cet organe même. Nous sommes conscients des circonstances dans lesquelles le pouvoir du veto a été donné à ceux qui le possèdent maintenant au Conseil. La question en jeu à présent consiste à savoir si les arrangements qui paraissaient justes ou du moins justifiables en 1945 le sont encore aujourd'hui. Nous estimons que c'est là une question qui a besoin d'être discutée en détail avec une participation égale de tous les Etats et sur laquelle tous les points de vue doivent être équitablement entendus. Seul un échange de vues de ce genre peut déboucher sur un nouvel ordre mondial pacifique fondé sur la justice, la démocratie et le respect des opinions et injonctions des Nations Unies auquel nous aspirons tous.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Shamuyarira (Zimbabwe)

Inutile de dire que les conflits ne sont pas seulement le résultat d'une injustice parmi et entre les nations, mais qu'ils sont aussi le résultat de la pauvreté, du besoin et du désespoir. La dernière décennie a vu une détérioration massive des normes de vie des populations du monde en développement. Une telle pauvreté remonte non seulement aux politiques des gouvernements du tiers monde pris individuellement, mais aussi à l'environnement capricieux et pernicieux dans lequel ils opèrent. Non seulement avons-nous vu baisser sérieusement les prix des matières premières, pivots de nos économies, au cours de la dernière décennie, mais nous avons aussi fait face à des taux d'intérêt extrêmement élevés et à un protectionnisme accru de la part des marchés des pays développés. Loin d'accumuler des capitaux, nous sommes devenus exportateurs nets de monnaies convertibles, et aujourd'hui nous travaillons conjointement sous le fardeau d'une dette étrangère de quelque 1,3 milliard de dollars américains. Certains d'entre nous ont, en outre, souffert des catastrophes naturelles telles que la sécheresse à laquelle j'ai fait allusion et qui ravage actuellement l'Afrique australe.

La pauvreté et le besoin engendrent le désespoir, et le désespoir, naturellement, engendre les conflits. Si la communauté internationale veut traiter de manière pertinente les questions de paix et de sécurité, elle doit s'attaquer sérieusement aux causes de désespoir dans le monde d'aujourd'hui. Il ne peut y avoir aucun droit de l'homme plus important que le droit à la nourriture, le droit au logement et le droit à la vie et, pendant la vie, le droit à l'éducation. L'organe mondial et ses institutions spécialisées doivent se pencher de toute urgence sur ces questions.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Shamuyarira (Zimbabwe)

A cet égard, nous sommes heureux de tous ces projets actuellement en cours qui permettront aux Nations Unies de se concentrer sur les questions de développement économique et social et les questions humanitaires, tels que le projet Nordic. Nous pensons que le moment est venu d'évaluer en toute franchise l'économie mondiale afin d'éliminer certains obstacles inhérents à la croissance des pays en développement.

Je dois revenir encore au thème du Mouvement des pays non alignés, à savoir comment diminuer l'écart économique croissant entre les nations riches et les nations pauvres. Ma délégation appuie la convocation d'une conférence internationale sur le développement social, prévue pour 1994 ou 1995. Une telle réunion aiderait à définir clairement les besoins de base des êtres humains sur cette terre à cet âge nucléaire, des besoins qui doivent être satisfaits afin de leur permettre de vivre une vie décente, satisfaisante et enrichissante, en réponse à la question : de quoi un être humain ordinaire a-t-il besoin? Elle pourrait également ouvrir une voie véritable pour le développement des pays du tiers monde au Sud. La conférence pourrait jouer un rôle très important en montrant la voie correcte vers le développement. Les voies qui ont été choisies pour le développement nous ont menés dans des directions différentes, et certaines d'entre elles ne nous ont menés nulle part. Nous devons penser plus avant et agir de façon plus décisive afin de tracer la bonne voie. A cette fin, nous appuyons pleinement la convocation de la conférence sur le développement social.

Cela devrait être l'essence du nouvel ordre mondial auquel nous devrions tous aspirer. Ce devrait être un ordre international guidé par l'objectif double de la paix et de la sécurité universelles, d'une part, et de l'amélioration de la qualité de la vie pour tous les habitants de la terre, d'autre part. Ce doit être également un ordre caractérisé par la justice et le respect du droit international. Nous, les pays du tiers monde, nous devrions nous joindre avec enthousiasme à la promotion de l'actuelle Décennie du droit international, parce que c'est notre unique protection contre les actes arbitraires de quelques grandes puissances. Notre souveraineté et notre autodétermination nationales sont profondément enracinées dans nos différentes philosophies politiques, mais elles sont également ancrées dans la pratique du droit international. Nous devrions tenir ce bouclier encore plus fermement

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Shamuyarira (Zimbabwe)

dans le nouvel "ordre mondial" qui pointe. Nous devrions aussi soutenir la Charte des Nations Unies, qui nous fournit quelques-uns des principes fondamentaux sur lesquels le système international a fonctionné depuis tant d'années - presque un demi-siècle maintenant.

Aujourd'hui, nous sommes à la croisée des chemins. L'effondrement de l'ancien ordre nous donne l'occasion rare d'édifier quelque chose de nouveau à sa place. Saurons-nous ou non utiliser cette opportunité sagement? L'histoire nous a enseigné des leçons salutaires au sujet du prix que l'humanité a dû payer parce qu'elle n'a pas su saisir certaines occasions. Dans nos délibérations ici comme en d'autres instances, nous aiderons à définir la forme de ce nouvel ordre qui apparaît. Le Zimbabwe a l'intention de participer activement avec d'autres pays à ce débat afin de s'assurer que le nouvel ordre mondial tant annoncé sera juste, humain et éclairé, qu'il améliorera la qualité de la vie de toute l'humanité et subviendra aux besoins de tous les êtres humains, en particulier dans nos sociétés en développement. La communauté mondiale a les moyens et la capacité de satisfaire ces besoins fondamentaux.

Le PRESIDENT : Je vais donner maintenant la parole aux représentants qui souhaitent la prendre dans l'exercice du droit de réponse.

Puis-je rappeler aux membres que, conformément à la décision 34/401, les interventions faites dans l'exercice du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde, et doivent être faites par les délégations de leur siège.

M. MORA GODOY (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : Il y a quelques instants nous avons entendu la déclaration du Ministre argentin, dans laquelle il a fait allusion à mon pays en exprimant des souhaits fraternels pour l'avenir de Cuba. De tels souhaits ne peuvent être amicaux et nous les rejetons. Ils seraient réellement amicaux et fraternels s'ils reflétaient la préoccupation de Cuba de repousser l'agression extérieure croissante et la politique hostile dont est victime notre pays, en exigeant pour Cuba le respect de sa souveraineté et de son intégrité nationale, comme il le fait pour son pays conformément aux principes du droit international et de la Charte des Nations Unies.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Mora Godoy (Cuba)

Ce serait là le noble souhait auquel on pourrait s'attendre de la part d'un représentant latino-américain. Cependant, les déclarations du représentant de l'Argentine coïncident et sont en ligne avec la position du Gouvernement des Etats-Unis. Nous n'y trouvons aucune préoccupation fraternelle, car cette fraternité serait, dans ce cas, identique à celle de Caïn.

M. RICHARDSON (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (interprétation de l'anglais) : Veuillez m'excuser de prendre la parole à cette heure tardive. Cependant, dans sa déclaration, le Ministre des affaires étrangères de l'Argentine a fait allusion tout à l'heure aux prétendus droits de souveraineté de son pays sur les îles Falkland, l'île de Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud, et sur leur juridiction maritime.

Je dois répéter que mon gouvernement n'a aucun doute quant à sa souveraineté sur ces dépendances britanniques dans l'Atlantique Sud.

Le Ministre des affaires étrangères a fait allusion également à "l'imprudence" du Gouvernement britannique qui se livre unilatéralement à la prospection pétrolière dans la région contestée. En fait, l'annonce faite par la British Geological Survey selon laquelle le Gouvernement des îles Falkland avait l'intention de permettre de procéder à des enquêtes sismiques ne surprendra pas le Gouvernement argentin, qui a été constamment informé à tous les stades de ce processus.

Mon gouvernement rejette donc toute suggestion visant à dire qu'il a agi avec imprudence. Nous continuerons à travailler avec le Gouvernement argentin afin de créer une atmosphère de stabilité et de coopération dans l'Atlantique Sud, et nous avons fait des progrès considérables à cet égard. Ces progrès sont fondés sur le fait qu'il est entendu que la souveraineté n'est pas une question que nous acceptons de discuter.

M. CHIARADIA (Argentine) (interprétation de l'espagnol) : Ma délégation souhaite faire allusion à l'intervention de Cuba que nous venons d'entendre.

Nous ne pensons pas que ce soit le moment de mettre en doute la valeur de la démocratie. La délégation argentine, par l'intermédiaire de son ministre des affaires étrangères, a simplement dit - et je vais citer ses paroles :

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chiaradia (Argentine)

"Chaque fois, mon pays a exprimé le souhait que Cuba mette en oeuvre des réformes visant à obtenir sa pleine insertion, aux plans économique et politique, dans le concert des nations démocratiques et pluralistes." (Supra, p. 80)

Je n'ai rien à ajouter, et je voulais simplement réaffirmer ces paroles.

En ce qui concerne la déclaration de la délégation du Royaume-Uni et en ce qui concerne les questions auxquelles elle a fait allusion, je veux simplement réaffirmer, à tous égards, les remarques antérieures que le Ministre des affaires étrangères de mon pays a faites dans cette salle.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le PRESIDENT : Je vais maintenant donner la parole au représentant de Cuba, qui souhaite intervenir une seconde fois dans l'exercice de son droit de réponse. La durée de son intervention est limitée à cinq minutes.

M. MORA GODOY (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : En fait, je n'aurai pas besoin de cinq minutes. Je tiens simplement à dire que ce n'est pas ici le moment de faire le jeu des intérêts des plus puissants, et à réaffirmer que ce qui se passe à Cuba, ce qui concerne notre système - et je crois que le représentant de l'Argentine a oublié cet aspect dans sa déclaration - est du ressort du peuple cubain et de personne d'autre.

La séance est levée à 19 h 15.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library